GROUPE CSA™

Favoriser le développement durable grâce aux normes







avril 2022

Auteurs

Ruben Burga, **Ph.D.,** professeur adjoint, Université de Guelph

Adam Denczak, **B. Comm.,** Université de Guelph

Ethan Sweeney, **M.Sc.,** Université de Guelph

Emma Leckie, **B. Comm.,** Université de Guelph

Laura Fallowfield, **B. Comm.,** Université de Guelph

Nicole Bena, **B. Comm.,** Université de Guelph

Robert Proner, **B. Comm.,** Université de Guelph

Tristyn Wylie, **B. Comm.,** Université de Guelph

Katie Altoft, **MBA,** doyenne adjointe, Niagara College

Cacey Cottrill, **B.Sc.,** Niagara College

Vraj Pathak, **B.Sc.,** Niagara College

Kernaghan Webb, **Ph.D.,** professeur agrégé, Université Ryerson

Comité consultatif

Ana-Maria Tomlinson, **Ph.D.,** Groupe CSA (chef de projet)

Michael Leering, **P.Eng.,** Groupe CSA

Scott Lindsay, Groupe CSA

Soutien financier

Financé par le programme de financement des Objectifs de développement durable (ODD) du gouvernement du Canada.

Canada

Clause de non-responsabilité

Cette étude a été produite par les auteurs et appartient à l'Association canadienne de normalisation. Elle vise à fournir des informations de nature générale sur le sujet traité. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Les auteurs et l'Association canadienne de normalisation ne sauraient être tenus responsables d'aucune perte ni d'aucun dommage pouvant résulter de votre utilisation du contenu de cette publication.

Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Le contenu de cette publication n'a pas été approuvé par l'Organisation des Nations Unies et ne reflète pas les vues de l'Organisation des Nations Unies, de ses fonctionnaires ou de ses États membres.

Table des matières

Sommaire 5

1 Introduction 7

1.1 Objectif de la recherche 10

1.2 Comprendre la nature des ODD de l'ONUs 10

1.3 Structure des ODD de l'ONU : objectifs, cibles et indicateurs 12

1.4 Structure du rapport 12

2 Méthodes 13

2.1 Présentation des méthodes 13

2.2 Revue de la documentation 13

2.3 Méthodologie de mise en correspondance initiale 14

2.3.1 Contexte et approche 14

2.3.2 Développement du Dictionnaire de référence des ODD 14

2.3.3 Élaboration de la méthodologie de mise en correspondance initiale 15

2.4 Validation de la mise en correspondance 16

2.5 Études de cas 17

3 Élaboration de la méthodologie de mise en correspondance et validation des résultats 17

3.1 Revue de la documentation 17

3.2 Résultats de la validation de la méthodologie de mise en correspondance 18

3.2.1 Résultats de la mise en correspondance du Dictionnaire de référence des ODD 18

3.2.2 Résultats de la validation de l'outil LinkedSDG de l'ONU 20

3.2.3 Réflexions sur l'exercice de validation 20

3.2.4 Recommandations et méthodologie de mise en correspondance révisée 21

3.3 Résultats des études de cas 22

4 Normes et ODD de l'ONU : lacunes, possibilités, défis et recommandations 22

4.1 Sommaire 22

4.2 Possibilités, défis et recommandations dans le contexte des ODD 23

4.2.1 Le rôle des normes dans le contexte des ODD 23

4.2.2 Lacunes et possibilités en matière de normes 25

4.3 Leçons tirées de l'utilisation des ODD par les entreprises canadiennes 26

4.3.1 Apprendre des entreprises canadiennes faisant partie du classement Global 100 de Corporate Knights 27

4.3.2 Leçons tirées des gagnants des prix Canadian SDG Accelerators Awards (Prix des accélérateurs canadiens d'ODD) du Global Compact Network Canada (Réseau canadien du Programme mondial) 28

4.4 Leçons tirées des entreprises multinationales de services professionnels, de comptabilité et de consultation 29

4.5 Leçons tirées des documents de la stratégie fédérale d'ODD 30

4.6 Leçons tirées de l'exercice de mise en correspondance préliminaire des ODD, de la méthodologie de mise en correspondance, de l'exercice de validation de la méthodologie et des études de cas du Groupe CSA 31

4.7 Recommandations finales 34

5 Conclusion 38

Références 40

Annexe A – Glossaire des termes et des abréviations 42

Annexe B – Dictionnaire de référence des ODD 44

Annexe C – Méthodologie de mise en correspondance initiale 46

Annexe D – Liste de référence des articles 49

Annexe E – Méthode de mise en correspondance finale 54

Annexe F – Classement Global 100 de Corporate Knights 57

Annexe G – Accélérateur d'ODD du Global Compact Network Canada 59



Sommaire

La durabilité est importante dans tous les aspects de la société d'aujourd'hui. Les objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies (ODD de l'ONU) sont un ensemble de 17 objectifs environnementaux, sociaux et économiques ambitieux, ainsi que de 169 cibles et de 232 indicateurs qui sont censés être atteints à l'échelle mondiale d'ici 2030. Reconnaissant que les moyens d'atteindre les 17 ODD demeurent sans fin, une manière efficace de travailler à la réalisation des ODD peut être d'intégrer les considérations relatives aux indicateurs et aux cibles des ODD dans les réglementations et les normes, en faisant correspondre les directives techniques des normes aux résultats mesurables souhaités des ODD.

Ce rapport présente les constatations d'un projet de recherche visant à évaluer la manière dont les normes en général (et en particulier les normes du Groupe CSA) sont susceptibles d'être utilisées comme un outil efficace par les organisations, les gouvernements et les responsables des politiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'ODD et dans la prise de mesures pour atteindre les ODD.

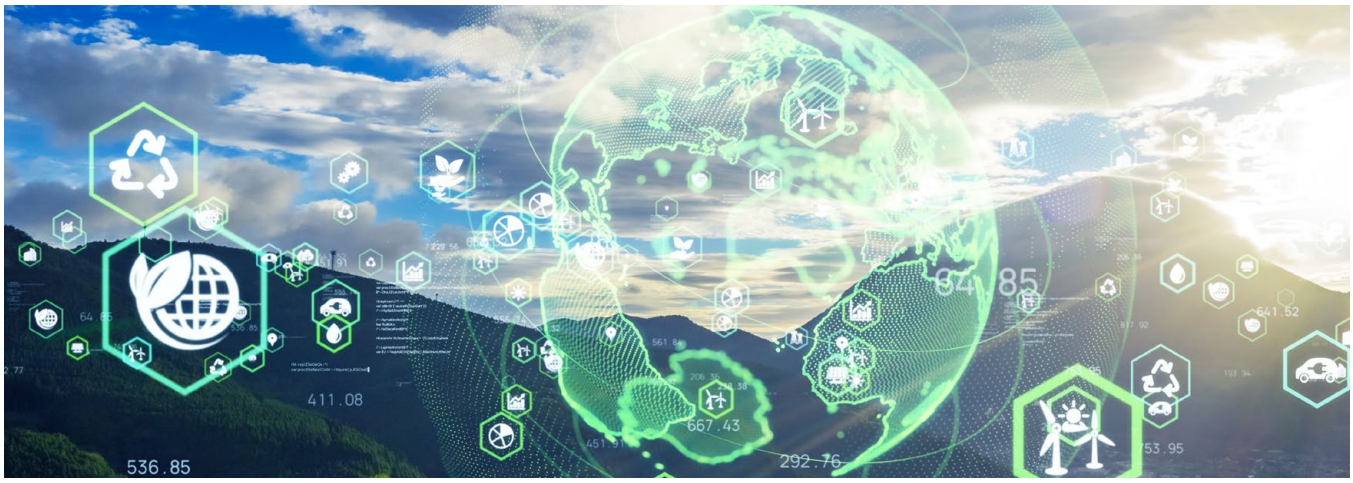
Les principaux objectifs de ce projet étaient d'examiner la documentation actuelle relative aux liens entre les normes et les ODD; d'élaborer une méthodologie solide et transparente pour mettre en correspondance l'utilisation des normes et des codes avec les ODD et de valider cette méthodologie de mise en correspondance; de démontrer au moyen d'études de cas comment les normes soutiennent les ODD; et de déterminer les lacunes, les possibilités, les recommandations et les défis existants pour aider les organisations d'élaboration de normes (OEN) à utiliser de manière optimale les normes et les instruments et activités connexes afin de soutenir les progrès vers la réalisation des ODD de l'ONU.

À partir des résultats des recherches du présent rapport, un processus Delphi à deux étapes pour la mise en correspondance des normes et des ODD a été élaboré, validé et recommandé. Bien que les études de cas aient révélé un manque de sensibilisation aux ODD, il existait des liens clairs à l'appui de l'utilisation de normes pour permettre l'atteinte de résultats liés aux ODD.

Le présent rapport identifie les lacunes, les possibilités, les défis et les recommandations pour aider CSA et d'autres OEN à définir des normes et des instruments et activités connexes pour appuyer la réalisation des ODD de l'ONU dans le contexte du paysage actuel parmi les entreprises canadiennes, les entreprises professionnelles multinationales et les documents de stratégie d'ODD fédéraux. Certaines organisations canadiennes ont adopté des approches très sophistiquées pour intégrer les ODD à leurs approches globales de responsabilité d'entreprise, en s'appuyant sur un éventail de normes au cours du processus. Le travail de ces chefs de file des ODD pourrait devenir une importante ressource et la fondation d'un réseau de communautés de pratique pour partager des idées et aider à intégrer les ODD dans leurs activités.

Compte tenu de la nature intrinsèquement collaborative, multilatérale et consensuelle de l'élaboration des normes, il existe un potentiel considérable pour les normes accréditées d'assumer un rôle intégral dans la réalisation des ODD, et pour la collaboration entre les gouvernements et les OEN sur la meilleure manière de soutenir les activités de normalisation des ODD. Des changements internes dans le fonctionnement des OEN pour mieux intégrer les ODD aux normes actuelles et futures seraient très appropriés. De plus, l'application des ODD par les OEN canadiens eux-mêmes et la communication publique des progrès réalisés dans l'atteinte des ODD seraient une initiative précieuse.

Les ODD sont apparus comme un instrument normatif important et novateur qui galvanise les gouvernements, les entreprises et la société civile vers la réalisation des objectifs. Ce projet a ultimement révélé que les normes sont en mesure de fournir un soutien fondamental aux organisations en les aidant à atteindre les ODD. Par conséquent, les efforts visant à identifier et à établir des liens avec les ODD dans les normes existantes et futures devraient être considérés comme une priorité jusqu'en 2030.



1 Introduction

La durabilité est une priorité croissante dans la société d'aujourd'hui. Le terme « durabilité » lui-même a évolué pour englober une préoccupation qui va au-delà de l'environnement pour s'étendre à des objectifs sociétaux et économiques à une échelle mondiale. L'une des définitions les plus utilisées de la durabilité provient de la publication de 1987, *Notre avenir à tous*, également connue sous le nom de « rapport Brundtland », par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'ONU a défini le « développement durable » comme [Traduit] « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » [1].

Conformément à cette définition, l'Organisation des Nations Unies élabore depuis plus de 20 ans des objectifs et des cibles en matière de durabilité. L'élaboration des objectifs de développement durable (ODD de l'ONU; ou ODD) a été amorcée par l'établissement des huit objectifs du millénaire pour le développement de l'Organisation des Nations Unies (OMD de l'ONU) en 2000. Cet ensemble initial d'objectifs préconisait des actions mondiales pour répondre aux besoins des populations et de la planète de manière durable. Ces huit objectifs (illustrés à la figure 1) étaient axés sur les défis sociétaux, la réduction des inégalités et la réalisation d'un développement durable. Alors que les dirigeants mondiaux et les États membres se sont engagés à respecter les OMD de l'ONU et leur cible de 2015, le Secrétaire général de l'ONU à l'époque, Ban Ki-moon, a travaillé avec tous les États membres pour élargir et renforcer les OMD afin de créer les ODD de l'ONU avec des objectifs précis et des indicateurs nationaux mesurables. Ils ont été publiés en 2016, après l'achèvement de la période des OMD de l'ONU. L'évolution vers les ODD de l'ONU a été une réalisation importante, car les 193 États membres de l'ONU se sont engagés à atteindre les ODD d'ici 2030. L'ONU a présenté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 [2], appelé le Programme 2030 dans ce rapport, qui inclut les ODD de l'ONU et décrit le plan sur 15 ans établi pour atteindre ces objectifs.

Figure 1. Les huit objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU. Reproduit avec l'autorisation du Programme des Nations Unies pour le développement.



Les ODD de l'ONU sont composés de 17 objectifs, de 169 cibles et de 232 indicateurs. Chacun des ODD (comme le montre la figure 2) vise des préoccupations sociales, économiques et environnementales particulières et, par conception, il est prévu que les objectifs soient étroitement liés les uns aux autres. Les indicateurs des ODD de l'ONU sont mesurés au niveau national et sont régulièrement communiqués à l'ONU. La mise en œuvre des ODD, et des cibles de chaque objectif, dépend des plans et des politiques de durabilité établis par les gouvernements nationaux et d'autres entités supranationales telles que le Pacte mondial de l'ONU. Toutefois, la réalisation de ces objectifs exige des contributions de toutes les parties prenantes, y compris la société civile, le gouvernement et le secteur privé. Au Canada, les organismes gouvernementaux ont été chargés de travailler avec leurs parties prenantes afin d'atteindre les ODD [3]. En particulier, Emploi et Développement social Canada a créé une unité des objectifs de développement durable, qui a été chargée d'élaborer et de rendre compte de la stratégie nationale pour soutenir l'atteinte des ODD de l'ONU.

En tant qu'organisme d'élaboration de normes (OEN) national accrédité, l'Association canadienne de normalisation (Groupe CSA ou CSA) s'est efforcée d'appuyer la réalisation des ODD de l'ONU par la publication d'un vaste ensemble de normes, de lignes directrices et de meilleures pratiques. Au début de 2020, le Groupe CSA a entrepris des travaux visant à évaluer la manière dont l'utilisation des normes CSA par les organisations est apte à appuyer la réalisation des ODD, y compris les cibles et les indicateurs sous-jacents. Cet effort comprenait une évaluation préliminaire des liens entre les normes CSA et les ODD, ainsi qu'une initiative de recherche approfondie dont les résultats sont communiqués dans le présent rapport.

Reconnaissant que les moyens d'atteindre les 17 ODD demeurent sans fin, une manière efficace de travailler à la réalisation des ODD peut être d'intégrer les considérations relatives aux indicateurs et aux cibles des ODD dans les réglementations et les normes, en faisant correspondre les directives techniques des normes aux résultats mesurables souhaités des ODD. Cette approche pourrait permettre aux organisations de soutenir les ODD en se conformant simplement aux exigences et aux recommandations des normes, qu'elles soient volontaires ou incorporées par référence dans les réglementations.

Figure 2. Les 17 objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Reproduit avec l'autorisation de l'Organisation des Nations Unies (https://www.un.org/sustainabledevelopment/).



Le présent rapport de recherche communique les constatations d'un projet de recherche visant à évaluer la manière dont les normes en général (et les normes du Groupe CSA en particulier) sont susceptibles d'être utilisées comme un outil efficace par les organisations, les gouvernements et les responsables des politiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'ODD et dans la prise de mesures pour atteindre les ODD. Le projet visait à élaborer des outils et à fournir de l'information sur la façon dont les normes du Groupe CSA appuient les 17 ODD, y compris des détails jusqu'au niveau de la cible. Le projet visait également à aider à déterminer si certains ODD ne sont pas bien soutenus par des normes et des codes existants, et à mettre en évidence les domaines possibles de normalisation et d'orientation supplémentaires pour soutenir la mise en œuvre des ODD.

Une évaluation préliminaire de la mise en correspondance effectuée par le Groupe CSA en 2020 a suggéré qu'une grande partie du portefeuille de normes locales de CSA[1] soutient les ODD, et plus particulièrement les cibles qui forment la base des ODD. Cet exercice de mise en correspondance préliminaire, réalisé par le personnel du Groupe CSA, a généré un ensemble initial de résultats de mise en correspondance en corrélant les objectifs et les exigences des normes à ceux des ODD. En s'appuyant sur cette évaluation, on observe qu'il y a une occasion importante de souligner le rôle que le système national de normes et de codes du Canada est en mesure de jouer pour aider les organisations à prendre des mesures afin de contribuer à l'atteinte du Programme 2030, à faire rapport de leurs mesures à leurs partenaires et parties prenantes, et à collaborer avec d'autres organisations partageant les mêmes idées pour progresser dans cet espace important. Viser à atteindre les cibles des ODD de l'ONU par l'utilisation de normes contribuerait ensuite aux indicateurs qui sont mesurés au niveau national et communiqués par le gouvernement canadien à l'ONU.

Étant donné que de nombreuses lois et réglementations traitent des impacts environnementaux, sociaux et économiques qui entrent dans le domaine d'application des ODD, il est également à noter que les normes et les codes jouent un rôle important dans l'appui du système de réglementation du Canada. La majorité des normes



nationales, binationales et trinationales du Groupe CSA sont mentionnées dans les règlements et, de cette façon, de nombreuses organisations au Canada sont légalement tenues de respecter ces normes.

De nombreuses organisations au Canada appliquent déjà les normes et les codes CSA dans leurs activités quotidiennes. Bien que la mise en correspondance préliminaire du Groupe CSA ait été réalisée sans une méthode de mise en correspondance robuste pour évaluer la manière dont les normes et les codes individuels soutiennent les ODD et les cibles respectives des ODD, les résultats permettent de déduire qu'en utilisant les normes et les codes CSA, de nombreuses organisations prennent des mesures pour soutenir les ODD.

Les ODD de l'ONU sont axés sur les principaux résultats en matière de durabilité qu'il faut atteindre d'ici 2030, et fournissent l'orientation et le cadre nécessaires pour inspirer l'action des pays et des joueurs du monde entier. Les ODD de l'ONU, cependant, ne sont pas clairs quant aux méthodes et aux approches qui peuvent être utilisées pour atteindre la série d'objectifs et d'indicateurs. Les informations sur la manière dont les normes sont susceptibles d'être utilisées pour soutenir les cibles des ODD sont

1 Les normes locales CSA ici sont considérées comme des normes nationales et binationales élaborées par les comités de normes CSA.

en mesure d'aider à résoudre certains des problèmes posés par la nature sans fin des ODD. Comme l'a noté Antonio Vives de GreenBiz (une entreprise médiatique consacrant son blogue à discuter des transitions vers une économie verte) :

> Puisque plusieurs des 17 ODD et de leurs 169 objectifs sont très vaguement formulés et couvrent la plupart des activités imaginables menées par les gouvernements, les entreprises et d'autres institutions, ils se prêtent à des abus et à des exagérations. Presque tout ce que les entreprises ont fait et feront est susceptible d'être présenté comme contribuant à la réalisation de certains ODD. C'est un terrain fertile pour l'écoblanchiment. Même si des indicateurs sont élaborés, dans la plupart des cas, ils ne répondent pas aux critères de base d'être des indicateurs complets, concis, contrôlables, mesurables et compréhensibles [4].

Et voici un exemple d'une occasion importante que représentent les ODD pour les organismes de normalisation comme le Groupe CSA. Contrairement à la nature vague et sans fin des ODD, les normes sont généralement des documents techniques granulaires, en vertu desquels des actions sont susceptibles d'être objectivement mesurées et évaluées. Le Conseil canadien des normes définit une norme comme suit :

> Un document qui fournit un ensemble de règles, de lignes directrices ou de caractéristiques convenues pour des activités ou leurs résultats. Les normes établissent des pratiques acceptées, des exigences techniques et des terminologies pour divers champs. Elles sont susceptibles d'être obligatoires ou volontaires et sont distinctes des lois, des règlements et des codes, bien qu'il soit possible que les normes soient référencées dans ces instruments juridiques [5].

Ainsi, les normes, si elles contribuent à la réalisation des buts enchâssés dans les ODD, sont en mesure de contribuer à fournir le genre de caractéristiques [Traduit] « complètes, concises, contrôlables, mesurables et compréhensibles » recherchées et pourraient fournir une réponse solide aux préoccupations concernant « l'écoblanchiment ». Cependant, un défi critique associé à de tels instruments normatifs mondiaux ambitieux tels que les ODD de l'ONU est la nécessité de traduire et de transposer le langage abstrait des buts en directives pratiques et granulaires qui réduisent la probabilité d'un « écoblanchiment ». Les organismes de normalisation comme le Groupe CSA semblent bien placés pour fournir ce genre de directives pratiques et granulaires, à condition que ces conseils soient solides et défendables.

1.1 Objectif de la recherche

Comme l'un des objectifs tangibles de ce projet était de fournir aux utilisateurs des normes CSA de l'information sur la façon dont des normes CSA précises sont aptes à soutenir les 17 ODD et leurs 169 cibles, les objectifs principaux suivants ont été proposés :

1. examiner la documentation actuelle pour comprendre les processus existants utilisés pour établir des liens fiables entre les normes et les ODD;
2. élaborer une méthodologie solide et transparente pour la mise en correspondance de l'utilisation des normes et des codes avec les ODD et valider cette méthodologie de mise en correspondance (en utilisant les résultats préliminaires de mise en correspondance des ODD pour un sous-ensemble de normes locales du Groupe CSA);
3. développer des « études de cas » pertinentes démontrant comment les normes soutiennent les ODD. NOTE : Les études de cas pour la recherche sur les normes des ODD élaborées dans le cadre de cet effort de recherche ont été publiées séparément;
4. déterminer les lacunes, les possibilités, les défis et les recommandations pour aider le Groupe CSA et d'autres OEN à utiliser de façon optimale les normes et les instruments et activités connexes afin d'aider les organisations canadiennes à atteindre les ODD de l'ONU dans le cadre du Programme 2030.

1.2 Comprendre la nature des ODD de l'ONU

Comme indiqué ci-dessus, les ODD de l'ONU ont été élaborés et approuvés en 2015 dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à la suite des OMD de l'ONU, dont la durée de vie de 15 ans a pris fin la même année. Bien que les ODD représentent des éléments clés d'un programme de développement durable de l'Organisation des Nations Unies pour 2030, il est probable qu'ils seront à leur tour remplacés par un nouvel ensemble d'objectifs. Par conséquent, il est important de garder à l'esprit que les efforts visant à intégrer les ODD dans les normes et les cadres juridiques actuels devraient être considérés non pas comme des résultats ultimes à atteindre, mais comme des éléments d'un processus en constante

évolution; la destination n'étant pas l'atteinte des ODD, mais les efforts mondiaux en cours pour réduire la pauvreté et les inégalités, améliorer les conditions sanitaires et environnementales, encourager et accroître la prospérité et assurer la paix dans le monde entier.

Étant donné que l'Organisation des Nations Unies est un organisme intergouvernemental et que les nations ont accepté les ODD par l'intermédiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, ce sont les gouvernements (et non les entreprises ou d'autres organisations) qui sont les parties directement chargées de la responsabilité d'élaborer des stratégies pour atteindre les objectifs et de mesurer et de rendre compte des progrès réalisés conformément au cadre des objectifs, des cibles et des indicateurs des ODD. Ainsi, il est possible de décrire les ODD comme « centrés sur l'État ». Comme le montrent clairement les rubriques du préambule des ODD, les thèmes clés des ODD sont les « personnes », la « planète », la « prospérité », la « paix » et les « partenariats ». Une organisation a suggéré que les ODD 1 à 6 portent sur les « personnes », les ODD 7 à 11 sur le thème de la « prospérité », les ODD 12 à 15 sur la « planète », tandis que l'ODD 16 concerne la « paix » et l'ODD 17 est consacré aux « partenariats » [6].

Bien que les ODD soient créés par les gouvernements, et que les gouvernements aient les principales responsabilités associées à la mise en œuvre et à la production de rapports, il y a un chevauchement avec la préoccupation croissante des entreprises qui ont des visées « ESG » (environnement, société et gouvernance). La différence entre les ODD et les ESG réside dans le fait que ces derniers se concentrent sur les entreprises, en particulier les investisseurs cherchant notamment à obtenir des informations sur les problématiques environnementales et sociales auxquelles les entreprises choisissent de s'attaquer, ainsi que sur la question de savoir si elles ont en place la capacité de gouvernance nécessaire pour répondre à ces problématiques environnementales et sociales. Les ODD, en revanche, représentent un consensus intergouvernemental concernant les objectifs sociétaux critiques à atteindre d'ici 2030, et, à ce titre, les entreprises commencent à s'en inspirer pour déterminer à quelles questions environnementales et sociales elles sont en mesure de contribuer et de soutenir par l'intermédiaire de leurs activités commerciales. Cela est susceptible d'inclure l'évaluation par chaque entreprise de ses priorités et de ses conditions d'exploitation uniques, la façon dont ces priorités et ce contexte d'exploitation chevauchent les ODD, et une analyse pour déterminer si un objectif, une cible ou un indicateur de développement durable particuliers sont pertinents du point de vue (« matériel ») de l'entreprise et de l'investisseur en ce qui concerne la rentabilité continue de l'entreprise. Ainsi, il est possible de considérer les ODD comme une indication des priorités sociétales à atteindre d'ici 2030, tandis que l'ESG est un « cadre » commercial destiné à aider les entreprises à concentrer leur attention sur leurs impacts environnementaux et sociaux clés, leurs priorités et leurs techniques pour s'attaquer à ces conséquences et priorités environnementales et sociales. Les ODD sont susceptibles d'aider les entreprises à mener leur plan d'ESG.

Les ODD sont de natures ambitieuses et axés sur les résultats, et, à cet égard, sont différents des traités internationaux élaborés sous les auspices de l'ONU. Les traités sont des lois internationales qui délimitent les comportements acceptables et inacceptables et qui lient les pays qui ont accepté, ratifié et mis en œuvre les traités. Par exemple, la Convention des Nations Unies contre la corruption énonce des interdictions de corruption qui sont ensuite reflétées dans les lois nationales, telles que la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (LCAPE). Ainsi, donner ou offrir des avantages ou bénéfices à un fonctionnaire étranger ou accepter des avantages ou bénéfices d'un tel fonctionnaire constituent une infraction en vertu de la loi canadienne. Les ODD sont différents des autres instruments normatifs de l'ONU tels que les *principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits de la personne* ou le *Pacte mondial des Nations Unies,* qui stipulent essentiellement des façons de se comporter. Par exemple, conformément aux *principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de la personne,* les entreprises sont tenues de respecter les droits de la personne en mettant en place (entre autres) des processus de diligence raisonnable pour détecter les risques et réduire la probabilité de ces risques.

Les ODD de l'ONU sont différents des traités internationaux de l'ONU, d'une part, et des principes de l'ONU tels que les *principes directeurs de l'ONU sur les entreprises et les droits de la personne,* d'autre part, parce que les ODD ne stipulent pas le comportement qui est requis ou désiré (ou le comportement qui est interdit).

Au lieu de cela, les ODD énoncent les résultats (p. ex., « faim zéro ») à atteindre d'ici 2030, mais laissent les modalités non précisées pour atteindre ces résultats. Autrement dit, les ODD de l'ONU ont une architecture ouverte en termes d'opérationnalisation : les ODD de l'ONU commencent par la proposition selon laquelle il existe de nombreuses façons d'atteindre ces objectifs, et il existe d'importantes contributions susceptibles d'être apportées à la réalisation des objectifs par les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Les cibles et les indicateurs des ODD représentent un cadre plus détaillé pour déterminer, mesurer et rendre compte de l'atteinte des objectifs, mais comme pour les objectifs, les cibles et les indicateurs ne définissent pas la façon dont ils devraient être atteints. Comme le note un rapport, [Traduit] « […] les ODD ne représentent pas un ensemble supplémentaire d'exigences ou de normes que les entreprises sont tenues de respecter. Les ODD fournissent plutôt un cadre par lequel les entreprises sont en mesure de démontrer, par l'intermédiaire de leurs activités d'intégration et de production de rapports, qu'elles gèrent l'ensemble des […] questions économiques, environnementales, sociales et de gouvernance de manière responsable » [7].

1.3 Structure des ODD de l'ONU : objectifs, cibles et indicateurs

Le cadre des ODD de l'ONU est axé sur 17 objectifs, 169 cibles et 232 indicateurs. Les indicateurs des ODD ont été élaborés par l'Organisation des Nations Unies de manière à ce que les rapports sur les indicateurs soient établis au niveau national et communiqués par chaque agence nationale individuelle à l'aide de mesures convenues. Il a été reconnu que, bien que les objectifs fournissent des orientations vers la durabilité et les développements sociaux, l'expérience antérieure avec les OMD de l'ONU a montré que des engagements substantiels étaient nécessaires pour apporter des changements importants à la société. Par conséquent, les ODD de l'ONU sont structurés différemment des OMD de l'ONU.

Un ODD de l'ONU pourrait être perçu comme étant accompli par une action particulière qui n'est pas réellement décrite ou mesurée par les objectifs et les indicateurs.

Par exemple, l'ODD 1 vise à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » [2]. C'est un objectif ambitieux. Toutefois, l'intention d'accomplir une action décrite par le libellé d'un objectif ne contribue pas nécessairement aux cibles ou indicateurs définissant ce but. Pour l'ODD 1, il y a sept cibles avec un à trois indicateurs par cible. La première cible, ODD 1.1, indique : [Traduit] « D'ici 2030, éradiquer l'extrême pauvreté pour tous, partout dans le monde, mesurée actuellement comme une population vivant avec moins de 1,25 $ par jour » [2].

Le besoin de spécificité a été reconnu par le groupe de travail chargé de créer les indicateurs pour les ODD de l'ONU : Le Groupe de travail ouvert (GTO) du Réseau de solutions pour le développement durable [8]. Pour l'ODD 1.1, l'indicateur 1.1.1 énonce donc la nécessité de mesurer [Traduit] « la proportion de la population en dessous du seuil international de pauvreté, selon le sexe, l'âge, le statut d'emploi et la situation géographique » [2]. De cette manière, les ODD de l'ONU fournissent une méthode de mesure par la conception d'indicateurs permettant un traitement sur plusieurs niveaux des indicateurs (surveillance nationale, mondiale, régionale et thématique).

Ces mesures pourraient être harmonisées avec des objectifs d'entreprise. Comme le souligne le GTO, [Traduit] « les entreprises devront jouer un rôle essentiel dans la réalisation de nombreux ODD […] Pour cette raison, il est essentiel que les indicateurs économiques soient étroitement harmonisés avec les ODD et le cadre sous-jacent » [8]. Les objectifs décrits par les ODD sont de nature ambitieuse et il serait facile pour les entreprises de faire correspondre presque n'importe quelle activité ou norme à de nombreux ODD. Toutefois, les cibles et les indicateurs qui définissent les ODD sont plus précis. Les indicateurs évaluent s'il est possible de mesurer une action systémique répondant aux cibles des ODD. Une mesure directe de l'indicateur montre un lien clair vers l'atteinte d'un ODD.

1.4 Structure du rapport

Le reste du présent rapport est structuré comme suit :

- La section 2 traite de la méthodologie utilisée pour atteindre les objectifs de ce projet.
- La section 3 analyse les résultats obtenus à partir de l'application de la méthode de mise en correspondance élaborée à un échantillon de normes CSA.

- La section 4 présente un examen et une discussion de la façon dont les organisations canadiennes de premier plan travaillent pour aider à atteindre les ODD en fonction des classements nationaux et mondiaux, examine les leçons tirées des documents de stratégie d'ODD fédéraux et discute plus en détail des résultats de recherche de ce projet. Elle présente ensuite une série de lacunes et de possibilités d'utiliser des normes accréditées pour soutenir les activités des ODD et fournit une série de recommandations aux organismes d'élaboration de normes, aux organismes gouvernementaux, aux utilisateurs de normes et aux concepteurs de normes.
- La section 5 présente une conclusion qui lie les principaux résultats du projet.

2 Méthodes

2.1 Présentation des méthodes

Les activités décrites dans cette section ont servi de partie essentielle de l'initiative de recherche élargie présentée dans ce projet : identifier les lacunes actuelles dans les connaissances et les approches pour soutenir le Programme 2030 des ODD de l'ONU.

Les méthodes ci-dessous ont été utilisées pour atteindre les objectifs du projet de recherche.

1. Une revue systématique de la documentation a été effectuée pour voir s'il existait des méthodologies reliant les normes aux indicateurs des ODD. Aucune méthode appropriée n'a été trouvée.

2. Une solide méthodologie de mise en correspondance initiale a été créée dans le but d'identifier les liens entre les normes et les indicateurs des ODD afin de comprendre comment il est possible d'utiliser des normes particulières pour aider à progresser dans l'atteinte des ODD.

3. Un exercice de validation a été effectué sur les résultats de la mise en correspondance et a examiné la robustesse et la reproductibilité de la méthodologie de mise en correspondance développée.

4. Une analyse a été faite afin de déterminer le rôle que les normes et les OEN sont en mesure de jouer pour aider les organisations des secteurs public et privé à atteindre les ODD, ainsi que pour identifier les lacunes et les possibilités associées, en fonction d'un examen de la nature et de la structure des ODD, des documents de stratégie du gouvernement fédéral, de l'information partagée par les entreprises du secteur privé concernant leurs stratégies et actions liées aux ODD, ainsi que la méthodologie de mise en correspondance et les résultats de la recherche sur la validation.

5. Enfin, un ensemble de recommandations a été élaboré en fonction des résultats de l'initiative de recherche.

Les processus et activités méthodologiques ont été complétés par des études de cas qui pourraient décrire les liens entre les normes et la réalisation des ODD. Au cours de l'élaboration des études de cas, des utilisateurs des normes ont été interviewés. On leur a présenté les résultats de la mise en correspondance et demandé leur opinion sur les corrélations identifiées.

2.2 Revue de la documentation

Le but de la revue de la documentation était de comprendre ce qui a été fait dans les domaines universitaires et publics pour mettre en correspondance les normes aux ODD ou vice-versa. Lier les normes aux ODD est une manière responsable de montrer qu'une organisation appliquant une norme particulière (qui est liée à un ou à plusieurs ODD) contribue par conséquent à la réalisation des ODD. Un examen des sources universitaires et non universitaires a été effectué. Les bases de données de recherche utilisées pour des sources universitaires comprenaient EBSCO, OMNI, Web of Science et Google Scholar. Des sources non universitaires (souvent appelées la « littérature grise ») ont été trouvées au moyen de Google et en ciblant des sites Web pertinents précis, tels que le site Web de l'ONU et les agences de normalisation. La recherche a comportait une variété de termes de recherche et de combinaisons de termes qui tournent autour de la question centrale de la façon dont les normes peuvent être mises en correspondance avec les ODD. La liste ci-dessous fournit certains des termes de recherche utilisés seuls ou en combinaison les uns avec les autres :

- objectifs de développement durable; ODD; objectifs du millénaire pour le développement
- mise en correspondance, suivi, mesure, impact
- normes, entreprises, politiques

Une fois la recherche initiale de chaque base de données terminée, les résumés de publication ont été examinés pour déterminer leur pertinence aux fins de l'étude. Si le document était lié à un quelconque type de discussion autour des mécanismes ou des systèmes pour mettre en correspondance les ODD avec les normes ou vice-versa, alors l'article a été choisi pour un examen plus approfondi. Il est important de noter que les articles qui ne liaient qu'une norme ou des normes à un ODD sans fournir un certain type de mise en correspondance n'ont pas été sélectionnés pour un examen approfondi. Tous les articles qui semblaient pertinents ont été regroupés par thème et ont été soigneusement examinés.

Les résultats de la revue de la documentation et de la recherche ont façonné la prochaine étape du processus de recherche : la création d'une méthodologie de mise en correspondance robuste.

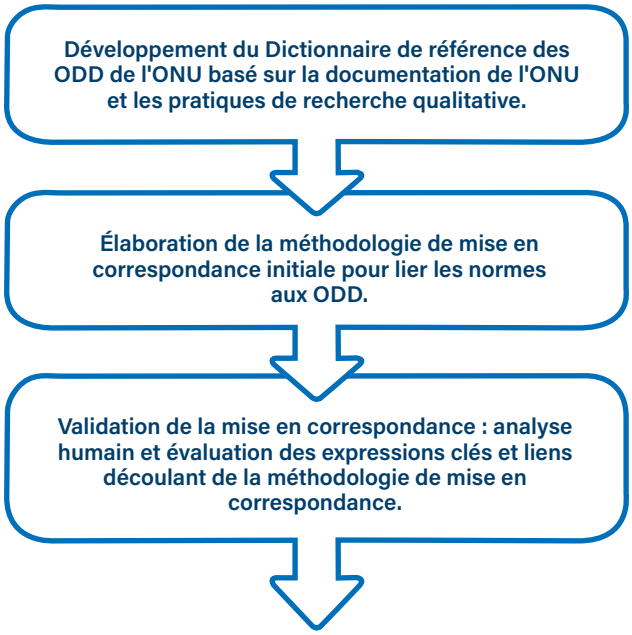
2.3 Méthodologie de mise en correspondance initiale

2.3.1 Contexte et approche

Pour lier les normes aux ODD, il était important d'élaborer et d'utiliser une méthodologie qui relierait aux normes les indicateurs mesurables qui sous-tendent les objectifs plus larges. Conformément à cette philosophie, la méthodologie de mise en correspondance développée dans cette recherche a utilisé les indicateurs et les résultats ou processus qui ont défini les indicateurs comme base pour la création d'un Dictionnaire de référence des ODD de l'ONU (voir l'exemple de dictionnaire de référence à l'annexe B) utilisé dans la mise en correspondance des normes. Trouver un lien avec les indicateurs est directement associé à un résultat, qui est ensuite mis en correspondance avec les ODD de l'ONU par l'intermédiaire des cibles. Ainsi, les normes contribuent directement aux ODD.

Une méthodologie robuste et détaillée a été mise au point pour évaluer le lien entre les normes et les ODD. La méthodologie décrite vise à aider à déterminer si une norme documentée est susceptible d'être utilisée pour soutenir la ou les cibles particulières d'un ODD. Il est possible d'utiliser cette méthodologie de mise en correspondance avec les normes CSA existantes et avec tout autre organisme de normalisation et pour associer les normes aux ODD. La méthodologie a été élaborée de manière robuste et défendable afin que les utilisateurs soient assurés que la mise en œuvre de normes précises au sein de leur organisation soutient les ODD particuliers mis en correspondance. Il est possible de mesurer l'atteinte des cibles des ODD, plus précisément par la réalisation de leurs indicateurs d'ODD correspondants, de sorte que la manière dont les normes pourraient être liées aux détails des indicateurs et des cibles en analysant les descriptions de métadonnées qui composent ces indicateurs (documents sur les indicateurs des ODD) a été explorée. La figure 3 présente un aperçu du développement du processus utilisé pour créer et tester la méthodologie de mise en correspondance.

Figure 3. Aperçu du développement du processus



2.3.2 Développement du Dictionnaire de référence des ODD

Les ODD et leurs indicateurs sont en grande partie fondés sur les résultats, car ils sont reconnus comme un moyen fondamental d'atteindre les cibles des ODD [8]. Par conséquent, une tâche importante est de trouver un moyen de faire correspondre le langage et les expressions (processus et résultats) des indicateurs des ODD au langage technique utilisé dans les normes. Pour trouver des corrélations appropriées, une analyse qualitative du contenu a été effectuée sur les descriptions de métadonnées sous-jacentes aux



indicateurs. L'objectif était de créer un Dictionnaire de référence des ODD qui servirait d'outil pour comparer un langage précis utilisé dans les indicateurs des ODD afin de l'harmoniser de façon sémantique avec le langage employé dans les normes CSA. Les résultats ou les processus qui définissent les indicateurs des ODD en plus des cibles et des buts énoncés ont été extraits des documents des indicateurs des ODD, ce qui constitue le Dictionnaire de référence des ODD. Le Dictionnaire de référence des ODD est susceptible d'être utilisé pour comparer les indicateurs des ODD à ceux des normes CSA. Le Dictionnaire de référence des ODD a été créé comme décrit ci-dessous.

1. Des expressions pertinentes ont été extraites et codées qui étaient soit des processus ou des résultats orientés à partir du « E-Handbook on the Sustainable Goals Indicators » [9] (le document de méta-indicateurs fourni par l'ONU [10] a été utilisé, car il s'agit de la représentation la plus récente des indicateurs, de leurs méthodes de mesure et de l'intention des documents). Ce processus d'extraction et de codage a été réalisé à l'aide d'un outil de codage en ligne gratuit, CATMA6 (https://catma.de/). D'autres outils d'analyse de contenu, tels que NVivo ou Wordstat, auraient également pu être utilisés.
2. Les passages qui ont été extraits des documents d'indicateurs et qui ont été codés ont trait à un processus ou à un résultat. Chacun des 231 indicateurs de métadonnées des ODD mis à la disposition des chercheurs a été codé.
3. La corrélation et la fiabilité interévaluateur des passages codés ont été vérifiées.
4. Jusqu'à cinq passages corrélés ont été extraits de chaque fichier de métadonnées d'indicateurs et collés dans un document Microsoft Excel clé contenant le libellé de l'ONU pour les ODD, leurs cibles et leurs indicateurs.
5. Ce document Excel est ce que l'on appelle le Dictionnaire de référence des ODD (exemple illustré à l'annexe B) et est utilisé pour comparer les normes aux ODD de l'ONU.

2.3.3 Élaboration de la méthodologie de mise en correspondance initiale

Une procédure a été créée pour comparer et mettre en correspondance les normes aux ODD, en utilisant le Dictionnaire de référence des ODD. La première étape du processus de mise en correspondance consiste à créer le Dictionnaire de référence des ODD. L'étape suivante consiste à évaluer la norme mise en correspondance et à repérer les expressions clés ou le libellé de la norme, en particulier les formulations et expressions clés qui se rapportent à un processus et/ou à un résultat sur lesquels la norme se concentre. Ensuite, les termes clés déterminés lors de l'évaluation de la norme sont comparés au Dictionnaire de référence des ODD, qui contient les termes clés extraits des documents relatifs aux indicateurs des ODD. Enfin, la norme est vérifiée au moyen de l'outil LinkedSDG de l'ONU pour identifier les liens entre la norme et les

ODD, ce qui permet de comparer tous les résultats avec le jugement et l'évaluation par des humains. La procédure de mise en correspondance complète et détaillée, qui sera mentionnée dans le présent rapport sous le nom de « méthode de mise en correspondance initiale », est présentée à l'annexe C.

Essentiellement, la procédure de mise en correspondance commence au niveau des indicateurs pour identifier un *impact direct* sur les indicateurs utilisés pour mesurer les ODD. La correspondance des significations et des intentions du code de processus/résultat d'une norme avec les codes ouverts d'indicateur est considérée comme une correspondance directe et implique que la norme, en raison de cette correspondance, a une relation directe et est susceptible d'avoir un impact mesurable sur l'ODD particulier. Comme le suggère la revue de la documentation, l'impact sur les ODD peut être un résultat indirect de l'utilisation des normes plutôt qu'un impact direct. Dans la méthodologie de mise en correspondance initiale, si aucune correspondance n'est trouvée entre le contenu des normes et les indicateurs des ODD, la mise en correspondance devrait progresser hiérarchiquement à travers les cibles, puis les objectifs pour indiquer l'*impact indirect* qui en résulte. Le contenu ou les expressions de la norme qui ne correspondent qu'au niveau de cible sont considérés comme des correspondances indirectes et la norme s'adresse à l'esprit de l'ODD au niveau de la cible, mais ne contribue pas à un impact mesurable de l'ODD au niveau de la cible. Le processus exige une méthode d'analyse Delphi[2], car il n'est pas possible d'effectuer la mise en correspondance du contenu sans l'interprétation de la signification des codes cibles ou indicateurs et des expressions par rapport au sens du libellé des normes pertinentes. Il peut être possible d'automatiser le processus de comparaison et d'analyse à l'aide de l'intelligence artificielle, mais cette exploration dépasse le domaine d'application du présent rapport.

Des essais pilotes initiaux avec les normes CSA ont permis de déterminer que les sections préliminaires « Introduction » et « Domaine d'application » sont suffisantes pour explorer la fiabilité de l'exercice de mise en correspondance. Les sections opérationnelles restantes figurant dans le corps d'une norme sont souvent très techniques et difficiles à interpréter correctement en ce qui concerne leur pertinence et leur impact sur les ODD. Par conséquent, la méthodologie de mise en correspondance initiale met l'accent sur l'utilisation des sections « Introduction » et « Domaine d'application » pour plusieurs des étapes d'analyse et de comparaison.

2.4 Validation de la mise en correspondance

Un exercice de validation a été mené afin de déterminer si la méthodologie de mise en correspondance élaborée à la section 2.3 est efficace et efficiente pour déterminer les liens entre les normes CSA et les ODD. À l'aide de la méthodologie de mise en correspondance élaborée, l'activité de validation a appliqué la méthodologie pour réévaluer les liens avec les ODD pour un sous-ensemble de normes CSA qui avaient déjà été mises en correspondance par le personnel de CSA.

L'exercice de validation a été mené par un second groupe indépendant de chercheurs (différent des chercheurs qui ont élaboré la méthode de mise en correspondance). Ce second groupe indépendant de chercheurs visait à vérifier l'efficacité, l'exactitude et la faisabilité de la méthode de mise en correspondance élaborée et/ou à corroborer éventuellement les résultats de l'évaluation préliminaire de la mise en correspondance de CSA. Une sélection de 50 normes a été choisie pour servir de base à l'exercice de validation. La sélection de ces 50 normes visait à inclure :

- des normes représentatives des principaux secteurs dans lesquels CSA opère;
- des normes qui correspondent à de nombreux ODD ainsi que des normes qui correspondent à peu ou à aucun de ces objectifs; et
- des normes publiées après 2015 (et disponibles dans un format pris en charge par l'outil LinkedSDG de l'ONU).

Les adoptions nationales et internationales de normes ont été exclues de l'exercice de validation.

La validation de la mise en correspondance avait deux objectifs principaux :

- évaluer la méthodologie proposée, déterminer son efficacité et son efficience et proposer des changements ou des améliorations;

2 Voir le glossaire de l'annexe A pour une description de la méthode Delphi.

- déterminer si les liens des ODD précédemment identifiés par les efforts préliminaires de mise en correspondance de CSA étaient reproductibles et pourraient être validés à l'aide de la méthodologie de mise en correspondance

Les résultats de l'exercice de validation de la mise en correspondance, ainsi que la méthode de mise en correspondance révisée élaborée à partir des résultats de la validation, sont présentés et discutés à la section 3.3.

2.5 Études de cas

Parallèlement à l'exercice de validation de la section 2.3, les chercheurs ont participé à l'obtention d'informations qualitatives sur la relation entre l'utilisation des normes et l'effet sur les ODD. Ces études de cas ont été élaborées dans le but d'explorer la compréhension par les utilisateurs des normes CSA dans le contexte des ODD. Les normes ont été choisies en fonction de la pertinence et de l'importance perçue pour la durabilité :

- CSA S478:19, Durabilité des bâtiments
- CSA W200-18, Conception des systèmes de biorétention
- CSA C22.1:21, Code canadien de l'électricité, Première partie
- CSA Z662:19, Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz
- CSA S501:14, Modérer les effets de la dégradation du pergélisol sur les fondations de bâtiments existants
- CSA S503:20, Planification, conception et entretien de réseaux d'évacuation dans les communautés du Nord
- CSA/ANSI B149.6:20, Code sur la production et l'utilisation des gaz de digestion, des gaz d'enfouissement et des biogaz

Au total, huit études de cas ont été élaborées pour mieux comprendre comment l'application de normes particulières a conduit à des conséquences positives conformément aux ODD (deux études de cas ont été réalisées pour CSA S503). Les entrevues ont été menées avec des utilisateurs et des concepteurs des normes. Les participants à l'entrevue qui ont participé à l'élaboration des normes ont été interviewés afin de mieux comprendre les normes elles-mêmes.

Les études de cas portaient sur des normes CSA particulières et les entrevues ont été menées avec des experts ou des professionnels de l'industrie afin de mieux comprendre comment ces normes précises étaient liées aux ODD en pratique.

Les études de cas qui ont été élaborées seront brièvement résumées dans les prochaines sections.

3 Élaboration de la méthodologie de mise en correspondance et validation des résultats

3.1 Revue de la documentation

La recherche liée aux méthodes de mise en correspondance a trouvé des centaines de documents universitaires et de documents de discussion sur les cadres théoriques, des documents explorant les conséquences des ODD et des documents mesurant l'effet direct ou indirect des ODD, mais peu de méthodes précises pour mettre en correspondance des normes au niveau des indicateurs de mesures. Voir le tableau 1 qui présente un résumé de la revue de la documentation.

Dans la recherche disponible publiée avant août 2020, aucun article universitaire n'a été trouvé qui décrivait une méthodologie de mise en correspondance robuste, qui reliait directement des normes aux indicateurs et donc à un effet direct sur les cibles et les ODD. Toutefois, la carte heuristique suivante (figure 4) illustre les thèmes des articles sélectionnés pour examen. Les chercheurs ont trouvé des thèmes spécifiquement orientés vers les normes et les ODD (9 articles); des thèmes décrivant le cadre des ODD par rapport aux normes (12 articles); des thèmes orientés vers la communication de liens entre les normes et les ODD (23 articles); et des thèmes explorant la relation entre les normes et les ODD ou les objectifs du millénaire (19 articles). Une liste des articles est incluse à l'annexe D.

Certaines recherches ont été effectuées pour lier des normes aux cibles des objectifs (voir l'annexe D pour la documentation reliant les liens aux normes), mais la documentation universitaire présentait peu de conseils sur un processus de mise en correspondance rigoureux.

Au cours de l'examen de la documentation non universitaire, peu de sources ont fourni des conseils pour une technique de mise en correspondance fiable liée directement aux ODD. L'exception a été l'ONU

Tableau 1 : Résumé de la revue de la documentation

Bases de données	**Nombre d'articles** (résultant de recherches multiples – le total est la somme de tous les articles résultant de recherches multiples de termes ou d'expressions)	**Filtrage de la documentation universitaire en examinant les résumés** (notons que seuls les 100 premiers articles jugés pertinents par le moteur de recherche de la base de données ont été examinés manuellement)	**Nombre d'articles examinés minutieusement**
OMNI	1 402	Les doublons ont été éliminés	6
EBSCO	13 614	Les doublons ont été éliminés	19
Web of Science	1 143	Les doublons ont été éliminés	13
Google Scholar	Plus de 72 600 ans	Les doublons ont été éliminés	15
Littérature grise (obtenue par des recherches ciblées sur des sites Web pertinents, comme celui de l'ONU)		Le filtrage a été effectué au fur et à mesure que chaque source était explorée	10
Total des articles			**63**

elle-même, car elle a fourni un outil sémantique de comparaison textuelle, l'outil LinkedSDG (http://linkedsdg.apps.officialstatistics.org/#/), pour comparer des fichiers texte aux passages pertinents des ODD de l'ONU. En utilisant cet outil, qui est lié à des documents de l'ONU, un utilisateur est en mesure de téléverser un fichier texte; l'outil est basé sur un algorithme de comparaison de contenu et fournit des conseils sur les cibles et les ODD qui correspondent le plus au texte du fichier soumis. Cet outil fournit des conseils sur les correspondances possibles pour les ODD et encourage l'utilisateur à réfléchir sur la signification du texte soumis par rapport à la signification de la cible de l'ODD.

3.2 Résultats de la validation de la méthodologie de mise en correspondance

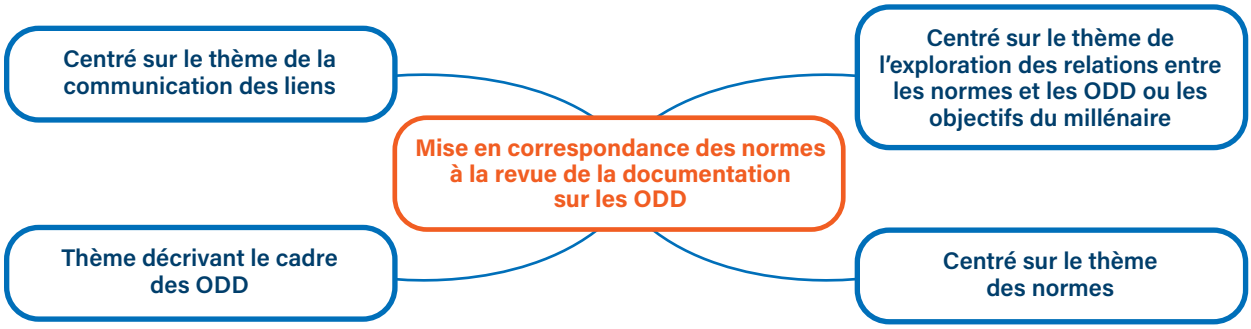
L'objectif de cette partie du projet était de tester l'efficacité et l'efficience de la méthode de mise en correspondance élaborée et de proposer les changements ou les améliorations nécessaires. L'exercice de validation a utilisé les résultats de 50 normes CSA qui avaient été mises en correspondance avec des ODD par les gestionnaires de projet de CSA pour évaluer les liens avec les ODD et pour vérifier l'efficacité et la faisabilité de la méthodologie de mise en correspondance et/ou pour corroborer éventuellement les résultats de l'évaluation par les chargés de projet de CSA.

Selon la méthodologie de mise en correspondance initiale développée à la section 2.3, l'outil LinkedSDG de l'ONU a été utilisé pour mettre en correspondance les 50 normes aux ODD afin de tester la viabilité de cette méthode de mise en correspondance et de la comparer à la méthodologie de mise en correspondance du Dictionnaire de référence des ODD ainsi qu'à l'évaluation de mise en correspondance préliminaire de CSA.

3.2.1 Résultats de la mise en correspondance du Dictionnaire de référence des ODD

La procédure de mise en correspondance du Dictionnaire de référence des ODD a été créée afin de simplifier le processus de mise en correspondance et de le rendre cohérent d'un utilisateur à l'autre. L'utilisation continue de cet outil a créé une certaine familiarité; toutefois, il n'a pas simplifié le processus ni créé une cohérence fiable. Le langage technique des normes a rendu difficile la recherche de liens avec le Dictionnaire de référence des ODD, ainsi que la création d'expressions à extraire des normes. Les liens identifiés par le personnel des normes du Groupe CSA au cours de sa propre évaluation de mise en correspondance préliminaire étaient fondés sur l'opinion d'experts. Le personnel des normes connaissait probablement le contenu de la norme, avait une bonne compréhension de l'objet de la norme et était capable d'interpréter le langage technique de la norme dans une certaine mesure afin d'identifier les liens avec les ODD. Les chercheurs qui ont réalisé l'exercice de validation de la mise en correspondance étaient moins familiers avec le contenu des normes;

Figure 4. Carte heuristique illustrant les thèmes des articles sélectionnés pour examen



par conséquent, les difficultés de faire correspondre le langage technique de la norme au Dictionnaire de référence des ODD étaient plus importantes.

Les principaux résultats tirés de l'exercice de validation relatif à l'utilisation de l'approche du Dictionnaire de référence des ODD ont été les suivants :

- de manière générale, l'utilisation du Dictionnaire de référence des ODD pour mettre en correspondance les normes avec les ODD au niveau des indicateurs n'a pas été couronnée de succès;
- l'extraction d'expressions pertinentes des sections « Introduction » et « Domaine d'application » des normes était difficile pour les normes dont la section « Domaine d'application » était de moins d'une demi-page :
  - plus de la moitié (54 %) des normes utilisées pour l'exercice de validation ont une section « Domaine d'application » de moins d'une demi-page, ce qui explique pourquoi il était difficile de déterminer des expressions à partir des normes pour créer des correspondances dans le Dictionnaire de référence des ODD;
- il était plus difficile de trouver des correspondances au niveau de l'indicateur par rapport au niveau de la cible, et seulement 44 % des normes mises en correspondance avaient au moins une correspondance pertinente identifiée au niveau de l'indicateur.

À l'aide de l'outil du Dictionnaire de référence des ODD, il était cependant très facile de trouver des correspondances avec le niveau d'une cible d'un ODD, en particulier pour certaines catégories de normes. Pour 74 % des normes incluses dans l'exercice de validation, il a été possible d'identifier au moins une correspondance pertinente au niveau cible d'un ODD.

Voici quelques expressions qui ont généralement donné le plus de succès :

- Changement climatique
- Adaptation aux changements climatiques
- Risque
- Santé humaine
- Résilience
- Infrastructure
- Eaux usées
- Combustible
- Électricité
- Sécurité
- Déchet dangereux
- Efficacité énergétique
- Énergie renouvelable
- Pollution de l'air
- Catastrophe
- Impacts négatifs
- Conversion

Le Dictionnaire de référence des ODD a été en mesure d'identifier des connexions incohérentes à certaines normes. Toutefois, il a permis de déterminer que trois normes avaient des liens avec tous les ODD, qui ont également été repérées auparavant par CSA. Il y avait aussi des normes pour lesquelles il n'était pas possible de trouver des liens avec le Dictionnaire de référence des ODD; elles comprenaient généralement des normes relatives aux systèmes de pipelines ou au secteur du pétrole et du gaz, à l'équipement pour la santé et la sécurité au travail, et des lignes directrices pour certains produits dans le secteur de la construction et des infrastructures. Par conséquent, la contribution de ces normes aux ODD a été indirecte et pourrait être considérée comme des effets de second ordre.

3.2.2 Résultats de la validation de l'outil LinkedSDG de l'ONU

Dans l'ensemble, l'outil LinkedSDG de l'ONU a été plus rapide à appliquer que le Dictionnaire de référence des ODD. Bien que les connexions produites par cet outil de l'ONU aient été utiles, l'outil a eu tendance à surestimer le nombre de liens vers un ODD lors de la mise en correspondance des normes avec des sections « Domaine d'application » plus longue. Plus la section « Domaine d'application » de la norme était longue, plus le nombre de concepts que l'outil signalait était élevé, avec une pertinence décroissante. La plupart des normes mises en correspondance contenaient une courte section « Domaine d'application » (une demi-page ou moins), ce qui créait le problème inverse de celui décrit précédemment. L'outil LinkedSDG de l'ONU établissait moins de liens pour les normes avec des sections « Domaine d'application » plus courtes.

Néanmoins, l'outil LinkedSDG de l'ONU a pu trouver au moins une correspondance qui était fortement corrélée aux liens identifiés dans l'exercice de mise en correspondance préliminaire de CSA pour 27 des 50 normes mises en correspondance, et pour 16 de celles-ci, il a été en mesure d'en repérer plus d'une. En outre, pour huit des normes mises en correspondance avec l'outil LinkedSDG de l'ONU, il a été possible d'identifier les liens avec tous les buts et toutes les cibles déterminés par l'exercice de mise en correspondance préliminaire de CSA. Dans l'ensemble, l'outil LinkedSDG de l'ONU a été utile pour trouver des liens pertinents lors de la mise en correspondance des normes avec les ODD. Cependant, la qualité et la quantité des liens trouvés ont varié en raison de la variation de la longueur de la section « Domaine d'application » des normes. Par conséquent, il est possible d'utiliser l'outil comme supplément, mais il ne devrait pas être considéré comme une méthode de mise en correspondance de remplacement.

3.2.3 Réflexions sur l'exercice de validation

À l'heure actuelle, il n'existe pas de méthode de remplacement appropriée pour la mise en correspondance des normes effectuée par des experts en la matière de CSA dans le cadre de l'effort de mise en correspondance préliminaire.
Le Dictionnaire de référence des ODD s'avère utile dans les situations où la mise en correspondance préliminaire de CSA n'a identifié aucun lien entre les normes et les ODD, mais où des liens ont été identifiés à l'aide du



Dictionnaire de référence des ODD. De cette façon, cet outil est en mesure de servir de filet de sécurité pour la mise en correspondance manuelle effectuée par des experts en la matière chez CSA. Il n'est pour le moment pas possible d'utiliser le Dictionnaire de référence des ODD en tant qu'outil autonome en raison de l'incohérence dans la correspondance des expressions, car il surestime ou sous-estime les liens dans différents scénarios. L'utilisation du Dictionnaire de référence des ODD ignore également dans certains cas des liens si le concept ou l'objectif général de la norme n'est pas indiqué directement dans la section « Domaine d'application ».

Le Dictionnaire de référence des ODD a été élaboré afin de simplifier le processus de mise en correspondance et de créer une cohérence entre plusieurs utilisateurs. Cependant, cet outil ne contribue pas à un processus plus rapide ni à une plus grande fiabilité dans la mise en correspondance des normes et des ODD.

L'outil de l'ONU LinkedSDG s'est avéré efficace et efficient pour établir des liens, mais souffre du problème de surestimer ou de sous-estimer le nombre de liens en fonction de la longueur de la section « Domaine d'application » et du type des informations incluses.

La principale difficulté à établir la cohérence des résultats entre les normes est due à la différence dans la façon dont les normes ont été mises en forme et rédigées, en particulier dans leurs sections « Introduction » et « Domaine d'application ». Certaines normes ne comprenaient pas d'introduction (section 0.0) et ne comprenaient qu'un domaine d'application (section 1.0), tandis

que d'autres comprenaient les deux. De plus, les normes qui comprenaient ces deux sections normes variaient en ce que certaines normes comprenaient plus d'information contextuelle dans les sections 0.0 et 1.0, et la longueur de la section 1.0 tendait à varier considérablement entre les normes. À la suite de certains des problèmes d'efficacité constatés dans cet exercice de validation, il est recommandé que la mise en correspondance future soit effectuée à l'aide d'une combinaison des méthodes utilisées dans ce projet : une méthodologie « hybride ». Cette méthodologie de mise en correspondance révisée, intégrant l'utilisation des deux outils, permettrait d'assurer une plus grande efficacité de la mise en correspondance des normes par rapport aux ODD puisque toutes les méthodes pourraient fonctionner collectivement pour éliminer les lacunes liées à l'utilisation de tout outil individuel de mise en correspondance.

3.2.4 Recommandations et méthodologie de mise en correspondance révisée

Sur la base de l'analyse des résultats de l'exercice de validation et d'une synthèse des conclusions présentées aux sections 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3, il est possible de formuler plusieurs recommandations concernant à la fois la structure des normes et la méthodologie de mise en correspondance. Bien que l'exercice de mise en correspondance préliminaire entrepris par le Groupe CSA ait impliqué une grande part de jugement humain et qu'il ait pris beaucoup de temps et d'efforts, il s'est avéré efficace, et il n'y a pas d'options claires pour transformer radicalement cette procédure. Une procédure plus automatisée peut fonctionner plus efficacement si les normes disposent d'une structure plus cohérente et utilisent un langage transférable. Ci-dessous se trouve une ébauche de liste de recommandations concernant la structure des normes et le processus de mise en correspondance des normes.

Recommandations générales :

1. Créer un guide de style standard pour garantir la cohérence dans les sections « Domaine d'application » et « Introduction » des normes :
   - Indiquer que toutes les normes sont tenues d'avoir une section 0.0 et une section 1.0.
   - Proposer le type d'information qu'il faut inclure dans les sections 0.0 et 1.0, y compris des exemples de titres de section susceptibles d'être utilisés (spécifiquement liés au contexte et à la résolution de problèmes).
   - Suggérer une plage de longueur pour ces sections, où il y a un minimum d'information à inclure, ainsi qu'un maximum potentiel.
   - Identifier clairement les processus et les résultats de l'utilisation de la norme par l'intermédiaire de ces sections; mettre en place un langage à utiliser en fonction de chaque ODD afin que les liens entre la norme et les ODD soient faciles à repérer.
   - Penser à inclure le contexte dans les sections « Introduction » ou « Domaine d'application » concernant les ODD, ainsi que la manière dont cette norme promeut explicitement des objectifs particuliers au niveau de la cible et/ou de l'indicateur.
2. S'assurer que les personnes qui examinent les normes ou qui exécutent la méthodologie de mise en correspondance pour un ensemble particulier de normes sont bien au fait du sujet. On devrait envisager une formation générale destinée aux développeurs de normes et au personnel chargé des normes, et portant sur les ODD et l'utilisation des normes comme outil pour les atteindre, en guise de contexte de leur processus d'élaboration de normes. Le travail de mise en correspondance devrait être effectué par un groupe ou un sous-groupe du Comité technique chargé de l'élaboration des normes et du personnel chargé des normes.
3. Lorsqu'il s'agit d'établir des liens entre les ODD et la norme, l'accent est souvent mis sur le résultat direct et le plus évident de la norme ou du sujet, ce qui devrait bien sûr être le cas. Toutefois, on devrait également tenir compte des conséquences indirectes de la norme susceptibles de contribuer à promouvoir les ODD. Par exemple, une norme qui porte sur les infrastructures et le pergélisol a un lien évident ou direct avec les objectifs du changement climatique (ODD 13) et des infrastructures (ODD 9), mais il existe aussi un lien moins évident avec la préservation des systèmes de santé, le maintien d'un parc de logements et la contribution à la consommation durable des ressources.

Méthodologie de mise en correspondance :

Une procédure révisée est recommandée en utilisant la méthode Delphi double, ou à deux étapes, suivante pour améliorer la fiabilité du processus de mise en correspondance et des résultats :

1. Le personnel chargé des normes (directement responsable du soutien à l'élaboration d'une norme précise) examine manuellement l'intention et le domaine d'application d'une norme en consultation

avec les membres du Comité technique et inclut une justification d'une ou de deux phrases pour les liens qui ne sont pas évidents ou décrits dans la section « Domaine d'application ».

2. Un groupe distinct de personnel formé reçoit les parties pertinentes du document de la norme et toute directive supplémentaire de l'étape 1 et passe par un processus Delphi de mise en correspondance des expressions et des intentions à l'aide du Dictionnaire de référence des ODD et de l'outil LinkedSDG de l'ONU. (Le personnel serait formé sur la terminologie et les intentions des ODD, comme décrit dans les cibles et les indicateurs du Dictionnaire de référence des ODD) :
   a. Utiliser l'outil LinkedSDG de l'ONU pour la mise en correspondance initiale des expressions et mettre en évidence toute divergence à des fins de discussion avec le Comité technique.
   b. Utiliser le Dictionnaire de référence des ODD comme guide Delphi de l'intention des indicateurs et des cibles pour les ODD par mise en correspondance d'expressions (en se concentrant sur l'intention des expressions) et mettre en évidence toute divergence pour discussion avec le Comité technique.
   c. Comparer les résultats de « a » et de « b » et identifier et justifier les écarts.
3. Les résultats sont fournis aux membres du Comité technique pour évaluation finale et approbation pour publication.

La méthode de mise en correspondance complète et révisée est fournie à l'annexe E.

3.3 Résultats des études de cas

Huit études de cas ont été menées dans le but de mieux comprendre comment l'application de normes particulières a conduit à une incidence positive mesurable en conformité avec les ODD. Les études de cas ont porté sur la fourniture de points de vue corroborant les liens entre les ODD et certaines normes. En fin de compte, des études de cas sur la résilience des infrastructures dans le Nord canadien, la sécurité des pipelines de pétrole et de gaz, la durabilité des bâtiments et l'infrastructure verte pour la gestion des eaux pluviales ont toutes été utilisées pour corroborer la valeur de ces normes CSA en ce qui a trait à la prestation de directives pratiques d'opérationnalisation concernant divers ODD.

Les études de cas ont également permis de constater que les responsables gouvernementaux ne sont pas tenus à l'heure actuelle d'identifier et d'établir des liens explicites avec les ODD dans les lois qui font référence aux normes, même si les responsables interrogés ont reconnu l'harmonisation entre les différents ODD d'une part, et les lois et normes sur lesquelles ils travaillaient d'autre part. En outre, il a été constaté dans certains cas que les utilisateurs de normes particulières peuvent ne pas être au courant qu'une norme a des liens avec les ODD ou même ne pas s'en préoccuper. Le raisonnement qui sous-tend cette démarche repose sur le fait que si l'adoption d'une norme est exigée par la loi, l'utilisation de cette norme ne dépendra pas ou ne sera pas influencée par ses liens avec les ODD. Même si les liens avec les ODD peuvent ne pas être une préoccupation majeure pour l'utilisateur immédiat des normes dans certains cas, en particulier en ce qui concerne les normes référencées par la loi, les liens entre les ODD et une norme particulière sont susceptibles d'être utilisés par de multiples parties prenantes, comme les investisseurs, les prêteurs, les gouvernements, les communautés, les consommateurs, les organisations non gouvernementales (ONG) et les partenaires de chaîne d'approvisionnement.

Ces résultats mettent en évidence et appuient l'une des recommandations décrites plus loin dans le présent rapport, qui vise à inciter les organismes d'élaboration de normes à mettre au point une méthode systématique pour identifier et étiqueter les liens avec les ODD dans les normes, y compris celles incorporées par renvoi dans la loi, en reconnaissance du fait qu'un tel lien explicite peut être utile non seulement aux utilisateurs des normes, mais aussi aux parties prenantes et aux partenaires des utilisateurs des normes. Cette recommandation, entre autres, sera examinée plus en détail dans la prochaine section du présent rapport.

4 Normes et ODD de l'ONU : lacunes, possibilités, défis et recommandations

4.1 Sommaire

Afin de comprendre et d'identifier les lacunes et les possibilités liées à l'utilisation de normes pour soutenir la mise en œuvre des ODD, il est utile de considérer d'abord une vue d'ensemble des objectifs. Une telle approche, présentée dans les sections qui suivent,

permet de mieux comprendre leur nature unique et la façon dont les normes et les OEN sont aptes à être utilisés pour poursuivre l'atteinte des objectifs.

Des recherches plus poussées sur les entreprises canadiennes, les entreprises professionnelles multinationales et les documents de stratégie d'ODD fédéraux en ce qui concerne les ODD ont également été menées afin de mieux comprendre le paysage actuel et de voir comment ces différents types d'entités interagissent avec les ODD et les soutiennent. Enfin, les travaux effectués aux sections 2 et 3 du présent rapport sont examinés afin d'identifier d'autres leçons qu'il est possible de tirer de l'exercice de mise en correspondance préliminaire, de la méthodologie de mise en correspondance, de la validation de cette méthodologie et des études de cas.

4.2 Possibilités, défis et recommandations dans le contexte des ODD

4.2.1 Le rôle des normes dans le contexte des ODD

À un niveau fondamental, une analyse des lacunes, des possibilités et des recommandations associées au rôle du Groupe CSA et d'autres OEN dans la réalisation des ODD repose sur la compréhension de la nature distincte et novatrice des ODD en tant qu'instrument normatif mondial, et le rôle unique que les normes sont en mesure de jouer dans l'atteinte de ces objectifs. Les caractéristiques distinctives des ODD de l'ONU ont des implications importantes pour les organismes de normalisation tels que le Groupe CSA, mais avant de discuter d'implications particulières pour des normes, il faut passer en revue les conséquences plus générales.

Tout d'abord, en établissant des objectifs, mais sans contraindre les joueurs en termes de ce qui devrait être fait exactement pour atteindre ces objectifs, les ODD de l'ONU ont eu pour effet de libérer le dynamisme et l'imagination de divers intervenants de toutes sortes pour se joindre à l'effort. Il s'agit d'une approche consistant à « laisser fleurir toutes les fleurs », qui a galvanisé un intérêt plus prononcé que ce qui est normalement associé aux initiatives de l'ONU.

Deuxièmement, avec les 193 États membres de l'ONU du monde entier qui se réunissent pour créer des objectifs de haut niveau à atteindre au cours d'une période donnée, l'ONU a créé une occasion pour l'harmonisation de diverses forces étatiques et non étatiques afin qu'elles pointent toutes dans la même direction en même temps. Il est sans doute beaucoup plus probable que tout objectif mondial soit atteint si tous les joueurs du monde entier s'efforcent d'atteindre le même objectif au moyen de plusieurs approches en même temps, et une forme de synergie est susceptible de se produire entre divers intervenants étatiques et non étatiques dans cette situation, par opposition à une dissipation des énergies qui pourrait se produire lorsque toutes les parties ne progressent pas dans la même direction [11]. Il est de plus en plus évident que cette « galvanisation » des intervenants multilatéraux se produit, comme en témoigne, par exemple, un site Web des ODD de l'ONU qui (au 2 mai 2021) indique sur une bannière que [Traduit] « 3 051 événements, 1 297 publications et 5 424 actions »[3] [12] ont eu lieu pour favoriser la réalisation des objectifs. Plus concrètement, le dernier rapport de KMPG (2020) concernant les rapports sur la durabilité (« The Time Has Come ») indique que [Traduit] « une grande majorité des entreprises (68 % des N100 et 72 % des G250) relient désormais leurs rapports d'entreprise aux ODD » [13]. Cette galvanisation multilatérale se reflète également sans doute dans le titre et le contenu de la publication de 2021 du gouvernement du Canada qui porte sur les ODD – *Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble* [14].

Nous nous référerons ici au phénomène par lequel divers intervenants du monde entier se rallient autour d'un ensemble unique d'objectifs mondiaux convenus, au lieu de dissiper l'efficacité cumulative de leurs actions par des comportements qui ne sont pas du tout orientés vers la réalisation d'un objectif particulier, comme « l'effet de l'étoile Polaire ». L'étoile Polaire est utilisée depuis les temps anciens comme point de référence visible et commun pour les peuples, peu importe où ils sont situés autour du monde, guidant ceux qui la suivent vers une destination particulière.

3 Ces données ont été notées le 2 mai 2021. Elles sont mises à jour fréquemment. Il n'est pas clair pour les auteurs comment l'ONU a défini « événements », « publications » et « actions »et par conséquent ce que ces termes englobent. La méthodologie de collecte des données de l'ONU n'est pas non plus claire, et il n'est pas non plus possible d'accéder à la base de données qui sous-tend cette déclaration. Cette liste est mentionnée ici simplement pour soutenir l'observation générale selon laquelle un phénomène de « laisser fleurir toutes les fleurs » semble avoir été déclenché par la publication des ODD de l'ONU.



Mais il est également important de reconnaître les limites importantes d'une approche ouverte et axée sur les résultats de la politique publique qui ne stipule pas comment le travail est à réaliser, comme celle qui est incarnée dans les ODD de l'ONU. Par exemple, KPMG note que [Traduit] « les rapports sur les ODD sont souvent déséquilibrés et déconnectés des objectifs commerciaux » et que [Traduit] « seulement 14 % des entreprises N100 déclarent à la fois des contributions positives et négatives aux ODD » [13].

Les commentateurs ont noté que l'efficacité des normes à l'appui des objectifs des ODD dépend de facteurs tels que la robustesse des procédures de vérification et le niveau d'engagement des parties prenantes, ainsi que du contexte de mise en œuvre, comme l'existence d'un environnement de politique publique favorable [15]. Bien que les normes ISO et CSA soient volontaires **jusqu'à leur adoption dans la réglementation**, elles sont élaborées dans le cadre **d'un processus accrédité** avec des exigences relatives à la représentation équilibrée des parties prenantes et de transparence [16]. Le processus d'élaboration de normes accrédité est un processus robuste et rigoureux qui implique la consultation du public et la réalisation d'un consensus d'un groupe diversifié d'experts sur le terrain. Par conséquent, les normes nationales accréditées ont une accessibilité et une légitimité qui peut faire défaut aux normes non accréditées. Reconnaissant cette valeur, le gouvernement canadien a fait référence à de nombreuses normes CSA nationales dans les règlements, en appuyant l'adoption des meilleures pratiques dans les normes.

La deuxième caractéristique clé des normes qui s'harmonise bien et de manière complémentaire avec les ODD de l'ONU et la loi est que les normes sont souvent des méthodes pratiques et détaillées d'opérationnalisation pour les entreprises et d'autres organisations. Ces normes sont souvent conçues pour prendre en compte divers risques organisationnels, environnementaux, sociaux et économiques (ESE) ainsi que des risques sociétaux au-delà de l'organisation, avec la précision requise dans le langage et la correspondance ou le lien avec des objectifs précis liés à l'ESE [15]. En effet, ces normes fournissent le genre d'informations qui sont susceptibles d'être recherchées par les organisations réellement en quête d'aide sur la façon de passer des objectifs à l'action, ainsi par ceux qui surveillent les organisations et qui cherchent à obtenir l'assurance que les organisations sont sur la voie d'une mise en œuvre efficace des ODD, plutôt de l'apparence d'un soutien envers ces objectifs.[4] En adoptant des ODD alignés sur des pratiques liées à l'ESE qui ont été codifiées dans des normes, les entreprises et les autres organisations sont en mesure de réaliser des économies et de réduire les risques d'une

4 Le genre de parties prenantes qui cherche à s'assurer que les organisations sont capables de faire de réels progrès vers la réalisation des objectifs, par exemple par l'application des normes, comprend : les gouvernements, les investisseurs, les prêteurs, les assureurs, les communautés, les ONG, les consommateurs et les travailleurs.

manière recherchée par leurs investisseurs et d'autres parties prenantes. À cet égard, la vérification par un tiers de la conformité aux normes représente une façon pour les organisations de fournir une certaine assurance aux parties prenantes externes qu'elles passent à l'action, plutôt que de se limiter à de belles paroles.

En effet, des normes accréditées telles que celles du Groupe CSA constituent potentiellement un pont pour relier les objectifs ambitieux inscrits dans les ODD au niveau mondial; les interdictions, les restrictions et les autres exigences prévues par la loi au niveau national et infranational; et le monde au quotidien dans lequel les organisations naviguent lorsqu'elles interagissent avec les autres parties prenantes et l'environnement.[5] Le rôle des joueurs tels que le Groupe CSA, qui sont aptes à exécuter cette fonction de liaison, réunissant diverses parties pour développer des solutions pratiques et innovantes, est sans doute implicite dans des commentaires tels que le document *Aller de l'avant ensemble* mentionné plus haut, qui déclare : « L'Unité ODD cherche, en collaborant avec des partenaires et intervenants clés, à créer une sensibilisation au Programme 2030. Elle soutient aussi de nouveaux partenariats et encourage l'innovation pour faire des progrès relativement aux ODD. » [14].

En effet, les normes accréditées sont en mesure de contribuer à un écosystème de gouvernance plus solide pour soutenir la mise en œuvre des ODD. Mais bien que de nombreuses normes CSA existantes et futures référencées dans la législation soient ou pourraient être des instruments complémentaires importants de transition réglementaire des ODD pour les organisations, comme décrit ci-dessus, et en supposant que les normes sont correctement appliquées par les organisations, il y a un autre défi à relever. Ce défi repose sur le fait que les ODD de l'ONU ont été superposés à un ensemble de lois et de normes existantes. Étant donné que ni les lois existantes ni les normes n'ont été spécifiquement et explicitement élaborées en fonction des ODD de l'ONU, le lien ou l'alignement avec le libellé spécifiquement formulé des ODD n'est pas évident de prime abord à partir du libellé de nombreuses lois et normes. Ce n'est pas qu'une telle connexion soit impossible à établir; plutôt, ni les responsables gouvernementaux qui créent les lois existantes, ni les concepteurs de normes qui négocient les normes existantes n'ont été chargés d'établir expressément une telle connexion.

D'autres recherches préparées pour ce projet démontrent que, lorsqu'ils sont pressés d'établir un tel lien avec les ODD, les législateurs ou les experts en élaboration de normes pourraient très bien être en mesure d'établir de telles connexions.

4.2.2 Lacunes et possibilités en matière de normes

Les concepts abordés à la section 4.1 permettent de cerner plusieurs lacunes, possibilités et recommandations. Premièrement, en termes d'écart, actuellement, au meilleur de la connaissance des auteurs, ni les responsables gouvernementaux, ni ceux qui participent à l'élaboration de normes qui ne sont pas des fonctionnaires gouvernementaux n'ont jusqu'à présent été tenus de considérer et de rendre explicite la manière dont les lois et les normes qu'ils élaborent s'appliquent aux ODD. L'occasion associée est de combler cette lacune en rendant obligatoire une telle considération des ODD et une référence explicite aux ODD. Quatre recommandations sont proposées, dont les trois premières portent sur les normes et lois futures et la quatrième porte sur les normes et lois existantes.

1. La première recommandation est que les organismes d'élaboration de normes (OEN), comme le Groupe CSA, élaborent des politiques à cet effet dès que possible pour toutes les normes et tous les instruments connexes qu'ils mettent au point.
2. Une deuxième recommandation est que le gouvernement (à tous les niveaux), les OEN dans le secteur privé et la société civile adoptent une directive similaire.
3. Une troisième recommandation est que les OEN, comme le Groupe CSA, créent des comités internes intersectoriels spécifiquement pour élaborer la directive et pour superviser la mise en œuvre de celle-ci.
4. Une quatrième recommandation est qu'un ensemble de mesures similaires et connexes soit entrepris à l'égard de l'ensemble existant de lois et de normes. À cet égard, un exercice d'établissement des priorités devrait être entrepris afin que les instruments existants ayant l'incidence la plus importante soient évalués en premier.

5 Les capacités multiformes de liaison entre États et non-États des normes sont discutées en détail dans Webb [21], [22].

En ce qui concerne les nouvelles lois et normes, il serait possible, et il peut être souhaitable, d'inclure littéralement le langage lié aux ODD dans les lois et les normes (p. ex., dans les sections « Introduction » ou « Domaine d'application » de la loi ou de la norme). En ce qui concerne les lois et les normes existantes, un document « d'étiquetage » associé à l'instrument en question, mais ne faisant pas partie de celui-ci, pourrait jouer le rôle prévu de rendre explicite la connexion aux ODD dans l'instrument pour les utilisateurs, sans nécessiter une modification formelle ou une révision de l'instrument en question, du moins à titre provisoire.

Au niveau de CSA, en termes de l'exécution du travail réel d'« étiquetage » des normes et autres instruments existants des ODD, sur la base de l'expérience initiale de CSA en matière de mise en correspondance des connexions possibles des normes CSA aux ODD et du travail des partenaires pour ce projet, ce qui est apparu est un processus robuste de mise en correspondance et de validation Delphi double, comme présenté à la section 3.3.4. Le premier processus Delphi (mise en correspondance) est le processus entrepris par le personnel de CSA responsable des normes de son portefeuille (comme cela a été fait au moyen de la mise en correspondance préliminaire). Le deuxième processus Delphi serait entrepris par un groupe central de CSA à l'aide de divers outils de validation (y compris le Dictionnaire de référence des ODD et l'outil LinkedSDG de l'ONU), qui serait susceptible de corroborer ou de réviser les constatations initiales du personnel de CSA, et (en collaboration avec d'autres) d'élaborer le libellé réel de l'étiquetage des ODD. Pour les nouvelles publications, les chargés de projet de CSA travailleraient avec le comité technique en question pour déterminer les ODD pertinents, et le groupe central de CSA serait alors en mesure de corroborer ou de vérifier l'exactitude de l'évaluation initiale des ODD.

Une recommandation supplémentaire et plus générale est que CSA établisse un comité consultatif externe des ODD, composé d'un mélange de personnes du gouvernement, du secteur privé et de la société civile qui ont de l'expérience avec les ODD. Entre autres choses, il serait possible pour le comité consultatif externe des ODD d'agir à titre de groupe de rétroaction et de vérification des décisions du comité interne des ODD de CSA.

En résumé, en raison de la nature unique, sans fin et axée sur les résultats des objectifs, et du profil élevé de l'ONU en tant qu'organisme intergouvernemental suprême dans la définition des objectifs mondiaux, les ODD de l'ONU ont galvanisé l'action et l'intérêt des secteurs public et privé et de la société civile partout dans le monde. En tant que tel, un puissant phénomène « d'étoile Polaire » semble être en cause, réunissant divers intervenants pour travailler à la réalisation des objectifs en fonction de leurs capacités respectives. Cependant, un défi critique associé à de tels instruments normatifs mondiaux ambitieux tels que les ODD de l'ONU est la nécessité de traduire et de transposer le langage abstrait des buts en directives pratiques et granulaires qui réduisent la probabilité d'un « écoblanchiment ». Les organismes de normalisation comme le Groupe CSA semblent bien placés pour fournir ce genre de directives pratiques et granulaires. Cependant, parce que l'ensemble existant de lois et de normes n'a pas été spécifiquement élaboré en tenant compte des ODD de l'ONU, un défi qui nous attend réside dans « l'étiquetage ODD » de l'ensemble existant de lois et de normes, et à l'avenir, en veillant à ce que toutes les nouvelles lois et normes soient étiquetées ainsi.

Plusieurs possibilités et recommandations connexes découlent de cette analyse initiale (p. ex., en ce qui concerne les normes, les documents et la formation) qui seront résumées à la fin de la présente section. Les prochaines sous-sections traitent des possibilités d'apprentissage découlant de ce projet de recherche.

4.3 Leçons tirées de l'utilisation des ODD par les entreprises canadiennes

Pour mieux comprendre comment les OEN sont en mesure d'aider les organisations canadiennes à tirer parti des ODD dans le cadre de leurs activités opérationnelles, un échantillon des communications liées aux ODD de certaines entreprises canadiennes considérées comme des chefs de file de la durabilité a été examiné[6]. La détermination des entreprises canadiennes qui constituent des chefs de file en matière de durabilité s'est faite de deux façons :

- Examen des rapports sur la durabilité des entreprises canadiennes énumérées dans le classement « Global 100 » des entreprises les plus durables du monde, entrepris par Corporate Knights (section 4.3.1).

6 On devrait garder à l'esprit qu'une analyse théorique des communications des entreprises liées aux ODD peut ou non refléter les pratiques réelles de ces organisations. Il s'agit d'une limitation inhérente d'une analyse de contenu de ce type.

- Examen des activités d'ODD des organisations canadiennes qui ont présenté des rapports sur leurs activités d'ODD pour le Global Compact Network Canada Canadian SDG Accelerators Awards (Prix des accélérateurs canadiens d'ODD du Réseau canadien du Programme mondial)[7] [17] (section 4.3.2).

L'identification des chefs de file canadiens en matière de durabilité et les résultats de ces deux méthodes sont discutés ci-dessous.

4.3.1 Apprendre des entreprises canadiennes faisant partie du classement Global 100 de Corporate Knights

Un examen a été effectué en se concentrant sur les rapports sur la durabilité des entreprises canadiennes inscrites au classement « Global 100 » des entreprises les plus durables du monde, entrepris par Corporate Knights [18]. L'examen fournit des informations préliminaires sur l'éventail des ODD auxquels les entreprises canadiennes sélectionnées choisissent de faire référence dans leurs rapports sur la durabilité, et sur la façon dont elles choisissent de les utiliser.

Selon le classement de 2021 [18], 13 entreprises canadiennes ont été inscrites parmi les 100 premières : Stantec inc., Canadian National Railway Co., Cascades, inc., Société financière IGM inc., Transcontinental inc., BMO Banque de Montréal, Telus Corp, Cogeco Communications inc., Financière Sun Life inc., Agnico Eagle Mines Ltd., Canadian Solar inc., Teck Resources Ltd. et Canadian Tire Corporation Ltd. Huit de ces treize entreprises participent à des activités d'élaboration de normes par l'intermédiaire de groupes techniques du Groupe CSA. Stantec inc. était l'entreprise canadienne la mieux cotée (5e position sur 100) et Canadian Tire Ltd. était l'entreprise canadienne la plus basse dans le classement (99e position sur 100).

Les entreprises canadiennes classées opèrent dans huit secteurs différents[8] et, à l'exception d'une entreprise, toutes ont publié des rapports sur la durabilité depuis 2018[9]. Sur les 12 entreprises qui ont publié des rapports sur le développement durable depuis 2018, deux n'ont fait aucune référence aux ODD[10]. Dans les rapports sur la durabilité de deux autres chefs de file canadiens en matière de durabilité, les entreprises ont indiqué une intention de participer aux ODD, mais n'ont fourni aucun détail[11]. Un résumé des résultats de l'analyse quantitative rudimentaire de l'utilisation des ODD par les entreprises pour le présent rapport est présenté à l'annexe F.

L'examen de base effectué ici a révélé certaines observations potentiellement importantes du point de vue d'une organisation d'élaboration de normes comme le Groupe CSA. Cela commence par le fait que 11 des 12 entreprises cotées qui ont publié des rapports sur la durabilité depuis 2018 ont choisi de faire référence aux ODD dans leurs rapports : cela témoigne du degré de pénétration des ODD dans le monde des chefs de file canadiens de la durabilité. Il convient également de noter que sur les 13 entreprises classées, trois proviennent du secteur financier, deux du secteur des télécommunications et deux du secteur minier.

En ce qui concerne les ODD les plus visés parmi les 13 entreprises, l'ODD 5 et l'ODD 13 ont été mentionnés par sept entreprises; les ODD 3 et 8 ont été mentionnés par cinq entreprises; les ODD 4, 7 et 11 ont été mentionnés par quatre entreprises; et l'ODD 1, l'ODD 6, l'ODD 9, l'ODD 12 et l'ODD 15 ont été

7 Dans l'intérêt de la divulgation complète, on devrait noter que l'un des auteurs (K. Webb) du présent rapport faisait partie du jury externe pour les prix de 2020 (qui font l'objet de discussions dans le présent rapport). On devrait également noter que le Réseau canadien du Programme mondial (GCNC) a élaboré de façon indépendante les critères d'évaluation et a procédé à une présélection initiale des candidats pour la sélection de dix demandes d'examen par des juges externes. Ainsi, l'auteur n'a pas participé à l'élaboration des critères d'évaluation ou du système de pondération. Sur la base des critères d'évaluation et du système de pondération fournis par le GCNC, les juges externes ont ensuite fourni au GCNC leurs évaluations des dix derniers candidats, et le GCNC a ensuite examiné ces évaluations et, sur cette base, le GCNC (et non les juges externes) a choisi les gagnants finaux. Ainsi, l'auteur n'a pas participé à l'élaboration des critères d'évaluation, à la sélection de la liste de sélection ou des gagnants, qui ont tous été effectués par le GCNC.

8 Les huit secteurs sont les finances (BMO, Société financière IGM inc. et Financière Sun Life inc.), les télécommunications (Telus et Cogeco), l'exploitation minière (Agnico Eagle et Teck Resources), les transports, la foresterie, l'emballage, l'ingénierie, l'énergie et la vente au détail.

9 Notons que Cascades n'a pas publié de rapport sur la durabilité depuis 2009. L'auteur (K. Webb) met en garde contre toute conclusion négative sur l'entreprise en se basant sur ce fait, car chaque entreprise a le choix de ce qu'elle publie sur ses performances en matière de développement durable

10 Le présent rapport n'a effectué qu'une évaluation rudimentaire des références aux ODD dans les rapports sur la durabilité des entreprises canadiennes présentes dans le classement Global 100. Une évaluation plus complète de toutes les communications des entreprises pourrait révéler des références supplémentaires aux ODD. L'auteur (K. Webb) met en garde contre toute inférence négative sur l'une ou l'autre des entreprises cotées en fonction de la manière dont les entreprises font référence aux ODD. L'analyse ici vise simplement à fournir une indication de la prévalence des références aux ODD dans les entreprises canadiennes considérées comme des chefs de file en matière de durabilité.

11 Canadian Solar et Agnico Eagle.

mentionnés par trois entreprises. Chacun des 17 ODD a été mentionné par au moins une entreprise.

En ce qui concerne le nombre et la diversité des ODD mentionnés dans les rapports sur la durabilité des entreprises individuelles, deux des treize chefs de file canadiens de la durabilité ont mentionné plus de dix des ODD dans leurs rapports (Stantec : 11; BMO : 13) et fait une référence approfondie à ces objectifs dans leurs rapports (43 références d'ODD par Stantec et 53 références d'ODD par BMO)[12].

En examinant les références aux normes ISO ou CSA par toutes les entreprises classées dans leurs rapports sur la durabilité, seules 14 références ont été faites : La norme ISO 14001 a été mentionnée par quatre entreprises, la norme ISO 14064 par deux, la norme ISO 27001 par deux et chacune des autres normes n'a été mentionnée qu'une seule fois. Les trois normes CSA mentionnées étaient CSA Z-1003 (Santé et sécurité psychologiques), le travail de l'ISO/CSA sur le financement durable (ISO TC 322 et le Comité canadien miroir) et une norme de la CSA sur les soins de santé et le nettoyage (en cours d'élaboration)[13]. Tout en gardant à l'esprit la petite taille de l'échantillon, cela peut suggérer que les chefs de file canadiens de la durabilité parmi le classement Global 100 ne sont pas au courant des liens possibles entre les ODD et les normes telles que celles de l'ISO et de CSA, qu'ils ne considèrent pas ces normes comme ayant une valeur particulière pour leurs opérations et leurs performances ou qu'ils ne considèrent pas qu'il y ait une valeur particulière à les mentionner dans leurs rapports sur la durabilité (c.-à-d., cette mention des normes n'aurait pas d'importance particulière auprès des parties prenantes externes qui surveillent les rapports sur la durabilité et les performances de l'entreprise).

Une exploration plus poussée de ce type concernant les explications possibles de la rareté des références aux normes accréditées pourrait avoir une valeur considérable. Cela pourrait aider à comprendre comment les communications sur les liens entre leurs normes et les ODD devraient être approchées et quels produits supplémentaires pourraient être développés (p. ex., plus de documents sur la façon d'utiliser des normes particulières du point de vue des ODD). Une telle exploration pourrait également aider à comprendre l'importance de ces normes pour atteindre les objectifs et les cibles des ODD, sur les services de formation éventuellement fournis et sur les travaux connexes tels que les conférences.

Les OEN ont actuellement des lacunes importantes dans leurs connaissances sur les ODD et sur la façon dont ils sont utilisés par les entreprises canadiennes. Il y a une réelle occasion pour les OEN d'apprendre et de tirer profit d'une version plus complète et plus approfondie de l'analyse rudimentaire entreprise ci-dessus concernant l'utilisation des ODD par les entreprises canadiennes. Les chefs de file canadiens en matière de durabilité, comme ceux identifiés dans le cadre de cette analyse préliminaire, sont bien placés pour voir la valeur de l'utilisation stratégique des normes et pourraient être des champions de cette utilisation, en combinaison avec leurs actions existantes par rapport aux ODD. Une analyse plus détaillée d'un plus grand bassin d'entreprises concernant l'utilisation des normes dans le cadre des actions des ODD pourrait aider les OEN à identifier un groupe de « chefs de file des ODD des normes » qui pourraient être approchés par les OEN pour des travaux ultérieurs.

4.3.2 Leçons tirées des gagnants des prix Canadian SDG Accelerators Awards (Prix des accélérateurs canadiens d'ODD) du Global Compact Network Canada (Réseau canadien du Programme mondial)

Cette section passe en revue les activités liées aux ODD des entreprises canadiennes et d'autres organisations qui ont soumis des rapports sur leurs activités liées aux ODD pour les Global Compact Network Canada Canadian SDG Accelerators Awards (Prix des accélérateurs canadiens d'ODD du Réseau canadien du Programme mondial) [17], qui sont remises chaque année par le GCNC. Aux fins des récompenses, les entreprises devaient choisir un ODD particulier sur lequel se concentrer et décrire leurs activités associées à cet ODD particulier. Cet examen permet de mieux comprendre comment d'importantes entreprises canadiennes et d'autres organisations ont choisi de s'attaquer intensivement à un ODD particulier.

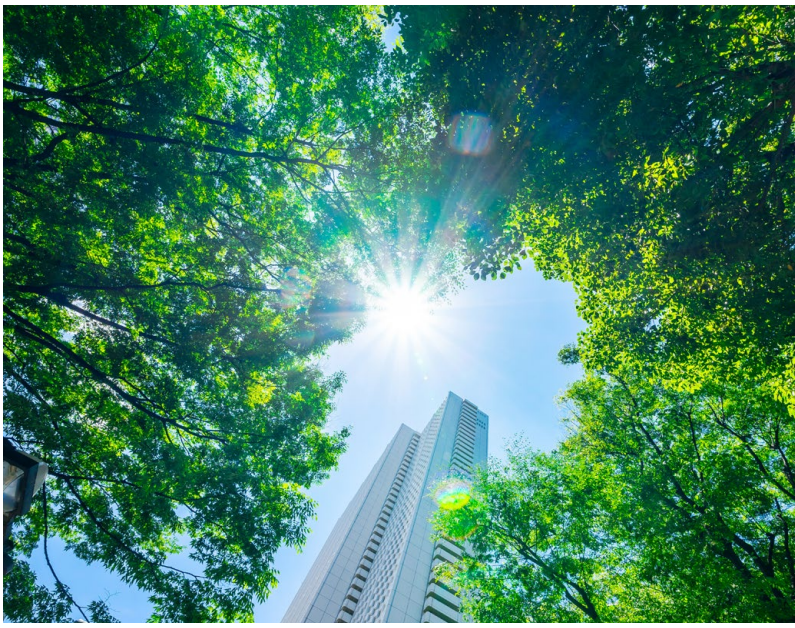
12 Parmi les autres leaders canadiens en matière de durabilité, Teck Resources a mentionné 8 ODD différents dans son rapport, Transcontinental en a mentionné 7, tandis que quatre entreprises (Société financière IGM, Sun Life, CNR et Telus) ont mentionné 5 ODD.

13 On devrait noter que, dans les rapports sur la durabilité des chefs de file classés en matière de durabilité, en plus des références aux normes ISO et CSA, il y a également une mention considérable de normes autres qu'ISO et CSA.

Pour 2020, les Prix des accélérateurs canadiens des ODD ont été répartis entre les grandes entreprises, les petites et moyennes entreprises (PME) et les non-entreprises [17]. Il y avait 12 candidats dans la catégorie des grandes entreprises (parmi lesquelles 3 gagnants ont été sélectionnés), 8 dans la catégorie des PME (dont 2 gagnants ont été sélectionnés) et 6 dans la catégorie des non-entreprises (dont un gagnant a été choisi). L'annexe G comprend une liste de toutes les entreprises candidates dans les trois catégories, ainsi que les ODD sélectionnés et les cibles connexes.

En examinant d'abord la totalité des grandes et petites entreprises et des non-entreprises qui ont soumis des dossiers d'ODD dans le cadre du concours du GCNC, sur les 26 soumissions, certains ODD ont été plus souvent sélectionnés que d'autres. Plus particulièrement, l'ODD 3, « Bonne santé et bien-être », a été sélectionné par quatre grandes entreprises et une non-entreprise; l'ODD 12, « Consommation et production responsables », a été sélectionné comme objectif principal par trois grandes entreprises et une non-entreprise; et l'ODD 17, « Partenariats pour la réalisation des objectifs », a été sélectionné par deux PME et une non-entreprise. Au-delà de ces trois ODD, aucun autre ODD n'a été retenu comme cible par plus de deux organisations candidates, et six ODD n'ont pas été sélectionnés du tout. Tout en gardant à l'esprit la petite taille de l'échantillon, il est intéressant de noter que les ODD 3 et 12 étaient les ODD les plus fréquemment sélectionnés par les grandes entreprises (6 sur 12), l'ODD 17 était l'ODD le plus fréquemment sélectionné parmi les PME (2 sur 8), l'ODD 6 (« Eau propre et assainissement ») était l'ODD le plus couramment sélectionné parmi les non-entreprises (2 sur 6), et l'ODD 17 a été choisi par une organisation de chacune des trois catégories (grandes entreprises, PME et non-entreprises). En raison de la petite taille de l'échantillon, il est important de ne pas trop accorder de poids à cette distribution des ODD, mais en même temps, un processus de tri de ce type est susceptible de s'avérer utile pour déterminer quels ODD présentent un intérêt pour les organisations canadiennes et pourraient être des domaines prioritaires à retenir.

Les OEN pourraient trouver utile à l'avenir de mener des recherches plus poussées sur les besoins et les intérêts particuliers des PME et des non-entreprises, et de concevoir des orientations d'ODD différentes et



plus ciblées (p. ex., concernant la formation ou encore les normes nouvelles ou existantes) pour ces catégories d'organisations, puisque l'expérience du GCNC suggère un centre d'attention différent sur les ODD pour ces organisations par rapport aux grandes entreprises. Un deuxième point de vue potentiellement important (à confirmer par des recherches plus poussées) est que certains ODD pourraient être d'intérêt commun dans un large éventail d'organisations, et donc compte tenu de cet intérêt intersectoriel, certains ODD pourraient mériter une attention particulière en termes d'orientation fournie par les OEN. Troisièmement, l'examen des détails des gagnants du GCNC dans chaque catégorie donne un aperçu du type d'information sur les ODD que les organisations canadiennes de pointe axées sur la durabilité fournissent au sujet de leur association avec les ODD sur lesquels elles ont choisi de se concentrer.

4.4 Leçons tirées des entreprises multinationales de services professionnels, de comptabilité et de consultation

Plus tôt dans cette discussion, il a été noté que les ODD ont eu un effet « d'étoile Polaire » galvanisant, stimulant l'action d'une grande variété d'intervenants dans le monde entier. De grandes sociétés multinationales de services professionnels, de comptabilité et de conseil, comme KPMG, PWC et Deloitte (et d'autres), ont entrepris des recherches considérables et publié

un grand nombre de rapports concernant les ODD et, compte tenu du domaine d'application et de l'ampleur mondiale de leurs opérations, certains aspects de ce travail sont potentiellement importants pour les OEN. Trois des produits fournis par KPMG, PWC et Deloitte sont abordés dans la présente section. Ces produits identifient les lacunes et les possibilités et, en fin de compte, formulent des recommandations lorsqu'on examine la relation entre les ODD, les OEN et ces sociétés multinationales.

KPMG mène des enquêtes en ce qui concerne la production de rapports sur le développement durable depuis 1993 et a publié sa onzième édition en 2020 [13]. Les recherches de KPMG indiquent qu'une majorité d'entreprises relient désormais leurs activités commerciales aux ODD dans leurs rapports d'entreprise, mais les rapports sur les ODD sont souvent déséquilibrés et déconnectés des objectifs commerciaux. Une difficulté importante pour les entreprises est de passer de la simple référence aux ODD à la démonstration qu'elles ont en place les processus et les pratiques capables de faire des progrès substantiels vers la réalisation des objectifs et des cibles associés aux ODD : le type de processus et de pratiques codifiés dans de nombreuses normes accréditées [13]. C'est une lacune et une occasion. La première étape est le type d'exercice d'étiquetage dont il est question dans le présent rapport, qui aide les organisations à comprendre les liens entre les ODD et les normes accréditées. La deuxième étape, suggérée ici, consiste à former des alliances et des liens avec les parties prenantes qui tentent de mesurer les progrès réels des entreprises dans la réalisation des ODD (p. ex., les investisseurs), puisqu'elles sont en bonne position (étant donné leur lien financier avec de nombreuses entreprises) pour encourager les entreprises à aller au-delà des banalités concernant les ODD. Au Canada, un groupe puissant de huit chefs de la direction de fonds de pension s'est démarqué comme un champion de l'amélioration des rapports sur la durabilité par les entreprises canadiennes [19]. Il est recommandé que les OEN travaillent avec des entités telles que ces principaux fonds de pension canadiens pour comprendre leurs intérêts et leurs besoins et pour les aider à comprendre comment les normes accréditées sont en mesure de les aider à s'assurer que les entreprises sont capables de respecter les ODD identifiés.

SDG Selector, de PWC [6], est un outil en ligne qui aide les entreprises à déterminer les ODD susceptibles d'avoir une incidence en fonction du secteur dans lequel elles œuvrent, quels ODD sont susceptibles d'avoir la plus grande occasion potentielle et quels ODD sont importants dans des emplacements géographiques particuliers. L'outil est basé sur des sondages que PWC a entrepris avec des chefs d'entreprise, ainsi que sur 200 sources de données auxquelles PWC a accès. L'outil SDG Selector n'est pas adapté aux besoins et aux situations propres aux entreprises et autres organisations canadiennes et n'est pas fondé sur les liens entre les ODD et les normes, ni dérivé de ceux-ci. Mais il aide à combler un écart de connaissances, qui consiste à comprendre l'ensemble particulier des ODD qui seront sans doute particulièrement importants pour des entreprises et des secteurs particuliers au Canada [6].

Comme il a été mentionné plus haut dans la discussion sur les Prix des accélérateurs des ODD décernés par le GCNC, il existe un écart important de connaissances entre les PME et leur association avec les ODD. Le projet danois d'accélération des ODD pour les PME [20] est un Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) visant à accélérer les solutions commerciales avec les ODD. Le projet d'accélération des ODD est unique, parce que le programme combine les points de vue du PNUD sur les défis inhérents aux ODD, avec les renseignements d'experts soigneusement sélectionnés, ainsi que la facilitation et la compétence consultative de Monitor Deloitte, le groupe de consultants mandaté au Danemark. La recherche danoise de Deloitte est particulièrement perspicace en ce qui concerne le travail des PME en relation avec les ODD par l'examen d'études de cas de dix PME impliquées dans le développement de produits et de services innovants de durabilité, qui sont associés aux ODD 2, 4, 7, 9, 12, et 14. L'examen des études de cas est susceptible d'aider à comprendre les façons distinctes dont les petites entreprises sont en mesure d'harmoniser leur travail aux ODD et, à leur tour, à mieux comprendre comment les normes ont la capacité de soutenir l'activité liée aux ODD parmi les PME.

4.5 Leçons tirées des documents de la stratégie fédérale d'ODD

Comme on l'a vu au début du présent rapport, les ODD de l'ONU sont un instrument intergouvernemental et, à ce titre, la responsabilité première de la mise en œuvre des objectifs incombe au gouvernement. Au Canada,

cette responsabilité est assumée par l'unité des objectifs de développement durable (UODD) d'Emploi et Développement social Canada (EDSC). Compte tenu du domaine d'application large et ambitieux des 17 ODD et des cibles et indicateurs connexes, ainsi que de l'ensemble de sa vision de la société, l'UODD d'EDSC a une responsabilité ambitieuse (et passionnante). L'indication la plus récente de la manière dont l'UODD a l'intention de s'acquitter de cette responsabilité prend la forme du document de février 2021, *Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble* [14]. Le document met l'accent sur la façon dont le succès dépendra de la collaboration entre tous les ordres de gouvernement, les peuples des Premières Nations, la société civile (tant les organisations que les individus), le secteur privé, le milieu universitaire et les partenaires internationaux.

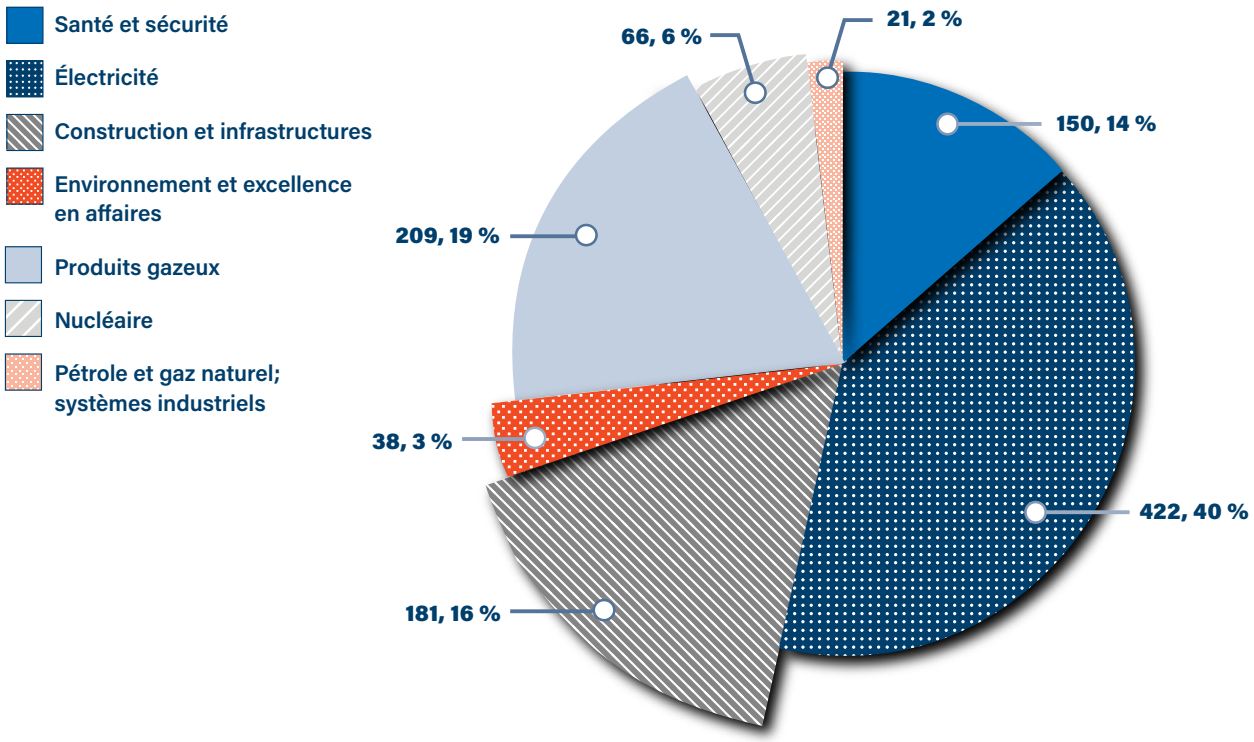
Bien que le Système national de normes (SNN), le Conseil canadien des normes et les OEN ne soient pas mentionnés dans le document *Aller de l'avant ensemble,* ils jouent un rôle intégral dans l'atteinte des objectifs des ODD énoncés dans le document. En fait, le processus structuré, transparent, fondé sur un consensus et multilatéral d'élaboration de normes, qui est au cœur du SNN, est sans doute parfaitement adapté à la réalisation des ODD. En effet, bon nombre des normes qui relèvent de la compétence du Groupe CSA (p. ex., concernant le Code du bâtiment, le Code de l'électricité, et l'entretien et l'exploitation des installations nucléaires, pétrolières et gazières, répondant aux exigences environnementales, sanitaires et de sécurité) sont de brillants exemples de coopération multilatérale, impliquant un échantillon représentatif des intervenants mêmes mentionnés dans l'appel de l'UODD d'EDSC à une collaboration multilatérale.

La suggestion faite ici est que les OEN, comme le Groupe CSA, sont en mesure de travailler avec le gouvernement fédéral (p. ex., UODD d'EDSC, CCN et de nombreux ministères fédéraux qui participent et parrainent actuellement l'élaboration des normes CSA et d'autres normes du SNN) afin de mettre en évidence les nombreuses façons dont les OEN et d'autres composantes du SNN contribuent déjà à la réalisation des ODD, et, en tant que partie intégrante de l'environnement porteur mentionné dans le document Aller de l'avant ensemble, ont le pouvoir d'aider à répondre aux nouvelles occasions déterminées par les ODD. Comme il a été mentionné plus haut dans le rapport, le rôle joué par les lois, les réglementations et les normes existantes dans la réalisation des ODD n'est pas évident. Outre l'action recommandée consistant à « étiqueter » les aspects liés aux ODD des normes accréditées, il est suggéré ici que le gouvernement fédéral devrait entreprendre un effort similaire « d'étiquetage ODD » pour ses lois et règlements. Une approche harmonisée et cohérente entre les gouvernements et les organismes de normalisation de cet étiquetage serait avantageuse pour toutes les parties concernées. De plus, comme nous l'avons mentionné plus haut, une conférence sur le rôle des normes dans la réalisation des ODD, coparrainée par le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements, CSA, d'autres OEN et d'autres parties prenantes, serait un excellent moyen de sensibiliser davantage au mode de fonctionnement collaboratif, constructif et efficace du système de normes.

4.6 Leçons tirées de l'exercice de mise en correspondance préliminaire des ODD, de la méthodologie de mise en correspondance, de l'exercice de validation de la méthodologie et des études de cas du Groupe CSA

Aux fins du présent rapport, l'exercice de mise en correspondance préliminaire des ODD du Groupe CSA, mené en 2020, a fourni une bonne indication des liens possibles entre les normes CSA existantes et les ODD. Il s'agit en soi d'un point de vue initial important, car il appuie la conclusion générale selon laquelle le Groupe CSA et ses normes sont aptes à fournir une aide importante aux utilisateurs des normes CSA concernant la façon dont leurs activités, lorsqu'elles se conforment aux normes CSA pertinentes, sont en mesure de s'harmoniser aux ODD et de les promouvoir. L'un des principaux défis à relever est la manière dont ce lien entre les normes et les ODD est communiqué. À cet égard, le processus « d'étiquetage » proposé, ainsi que les suggestions pour les conférences, la formation, les produits à valeur ajoutée, etc., devraient tous jouer un rôle important. Un autre défi consiste à persuader les utilisateurs des normes de la valeur de l'harmonisation de leurs activités spécifiquement avec les ODD, et de la valeur de la communication à leurs parties prenantes de la manière dont les normes qu'ils utilisent soutiennent la réalisation des ODD.

Figure 5. Nombre et pourcentages de normes CSA mises en correspondance par secteur de CSA



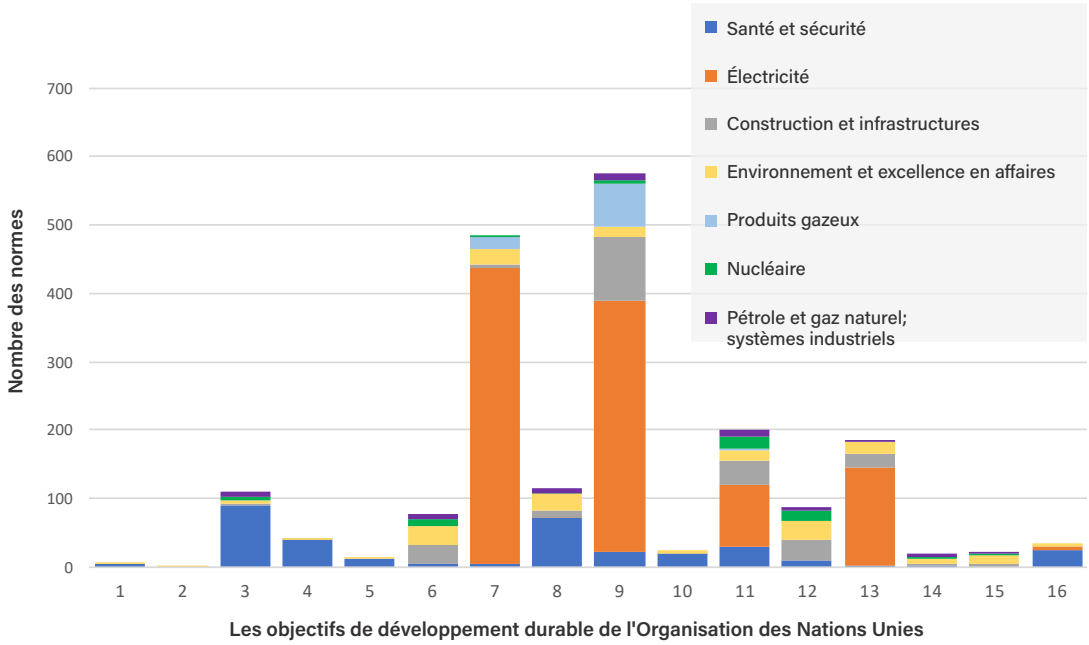
Aux fins de l'analyse de l'exercice de mise en correspondance préliminaire des ODD entrepris par le Groupe CSA, des graphiques d'analyse d'agrégats composites ont été créés. La figure 5 est un graphique circulaire indiquant le nombre et le pourcentage de normes CSA mises en correspondance dans les sept secteurs de CSA. Il est possible de constater que bon nombre des normes maison CSA actuelles se trouvent dans quatre secteurs : l'électricité (40 %), les produits gazeux (19 %), la construction et les infrastructures (16 %), et la santé et la sécurité (14 %). Ensemble, ces quatre secteurs représentent 89 % des normes CSA qui ont été mises en correspondance.

La figure 6 est une ventilation visuelle sous forme de graphiques à colonnes représentant les ODD qui sont le plus souvent liés aux normes CSA sectorielles[14]. Cela fournit une autre couche de connaissances sur le travail du Groupe CSA et sur la façon dont il soutient les ODD. D'après l'analyse ci-dessus, il n'est pas surprenant que l'ODD 9, « Industrie, innovation et infrastructure », ait le plus de liens avec les normes CSA (575 des 1 107 normes évaluées), suivi par des liens importants entre les normes CSA évaluées et l'ODD 7, « Énergie propre et d'un coût abordable », pour lequel 484 normes ont été identifiées. De plus, l'ODD 11, « Villes et communautés durables » et l'ODD 13, « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques », se sont trouvés liés à de nombreuses normes CSA par l'intermédiaire de l'exercice de mise en correspondance.

Ce qui ressort de l'analyse illustrée à la figure 6 est la proposition selon laquelle il peut être bénéfique d'envisager les liens entre les normes et les ODD susmentionnés. D'autres travaux au niveau des cibles et des indicateurs peuvent révéler des informations

14 Bien que des liens aient également été trouvés entre les normes CSA et l'ODD 17, « Partenariats pour la réalisation des objectifs », pour lequel 448 normes ont été déterminées, et étant donné que toutes les normes accréditées soutiennent les principes de l'Organisation mondiale du commerce, toutes ces normes par définition sont des formes de partenariats pour atteindre les objectifs et aucune autre discussion de mise en correspondance concernant l'ODD 17 ne sera entreprise pour ce projet.

Figure 6. Nombre de normes mises en correspondance selon un ODD de l'ONU.



plus granulaires sur les liens exacts entre les normes identifiées et les quatre ODD. En fin de compte, ce travail pourrait déboucher sur de nombreux nouveaux produits différents, y compris des guides sur la manière dont les normes identifiées soutiennent les ODD, des séminaires sur ces connexions et des formations. L'analyse des données de la figure 6 suggère également que, dans certains secteurs, les liens avec d'autres ODD prédominent. Par exemple, dans le secteur de la santé et de la sécurité au travail du Groupe CSA, il existe de solides liens avec l'ODD 3, « Bonne santé et bien-être ». Les dimensions environnementales des ODD 6, 11, 12 et 13, telles que reflétées dans les normes CSA de plusieurs secteurs, conduisent à l'observation que l'élaboration de guides, de séminaires et de formations sur la façon dont les normes CSA soutiennent les liens avec divers ODD axés sur l'environnement pourrait s'avérer bénéfique. En ce qui concerne les autres ODD, comme les ODD 1, 2, 5, 10, 14, 15 et 16, CSA devrait examiner la possibilité d'accroître le travail sur les sujets associés à ces ODD. Il est toutefois entendu que certains des ODD peuvent tout simplement être des ODD pour lesquels CSA ou d'autres OEN ne sont pas bien placés pour élaborer des normes liées aux ODD. L'exercice de mise en correspondance des ODD du Groupe CSA a été et continuera probablement d'être utile à CSA pour déterminer où le groupe est le mieux placé pour donner la priorité à ses travaux liés aux ODD.

En partant de la discussion jusqu'à ce point dans le rapport, deux exemples de nouvelles normes possibles ou de projets de « produit à valeur ajoutée » que CSA pourrait entreprendre sont :

- un « produit à valeur ajoutée » ou une norme concernant la façon dont les organisations sont aptes à faire rapport sur les liens entre normes CSA et ODD associés à leurs activités; et
- une norme ou un guide sur la façon d'élaborer et de mettre en œuvre des partenariats efficaces.

Comme l'a clairement montré l'examen des Prix des accélérateurs des ODD décernés par le GCNC, il existe des possibilités considérables de partenariats entre les organisations pour atteindre des ODD particuliers. Bien qu'il soit possible qu'une telle norme soit immédiatement applicable dans le contexte des ODD, elle pourrait également avoir une application au-delà du contexte des ODD.

Étant donné que de nombreuses organisations appliquent actuellement des normes CSA qui ont été déterminées comme soutenant un ou plusieurs des ODD (en effet, comme nous l'avons vu, beaucoup sont tenues d'appliquer les normes référencées dans la législation), cela mène à la conclusion que de nombreuses organisations peuvent soutenir les ODD par l'intermédiaire de leur utilisation de normes CSA sans être conscientes du lien avec les ODD. Si ces organisations étaient au courant des liens avec les ODD, elles pourraient communiquer cette caractéristique à leurs parties prenantes et à d'autres parties intéressées. Au-delà de l'ensemble des organisations qui utilisent actuellement les normes CSA soutenant les ODD, il existe un autre ensemble d'organisations qui n'utilisent pas actuellement des normes CSA soutenant les ODD. Peut-être seraient-elles incitées à utiliser ces normes CSA si elles savaient que cela pourrait contribuer à la réalisation des ODD et de leurs indicateurs ou si elles estimaient que la communication de ce lien avec les ODD serait importante pour leurs parties prenantes. Cela témoigne de la valeur de la mise en place d'une stratégie de communication en mesure de promouvoir à la fois la valeur des ODD et la façon dont la mise en œuvre des normes CSA identifiées est apte à soutenir la réalisation des ODD.

Afin de s'assurer que le Groupe CSA communique des renseignements fiables et exacts concernant les liens entre CSA et les ODD et de réduire le potentiel d'interprétations variables des liens CSA-ODD, tel qu'évalué à partir d'un groupe de gestionnaires de secteur CSA à un autre, la méthode de mise en correspondance élaborée et décrite à la section 2 visait à établir une mise en correspondance des normes avec les ODD et à corroborer les résultats de l'exercice interne de CSA ou à mieux effectuer de telles évaluations. Une telle méthodologie pourrait être fournie à d'autres organisations intéressées à effectuer des examens similaires de leurs normes ou d'autres documents. À la suite de l'exercice de validation, la méthodologie hybride ou le processus Delphi à deux étapes présenté à la section 3.3.4 s'est avéré réalisable et pourrait être adopté sur une base continue. Étant donné que la majorité des normes CSA nationales, binationales et trinationales sont mentionnées dans les règlements, la suggestion faite ici est que la priorité devrait être accordée à l'évaluation de ces normes obligatoires par rapport à celles qui sont volontaires.

Les études de cas examinées à la section 3 ont été élaborées dans le but de mieux comprendre comment l'application de normes particulières a conduit à des effets positifs mesurables en conformité avec les ODD. Comme mentionné plus haut dans le présent rapport, les études de cas ont corroboré les liens entre les ODD et certaines normes. Les études de cas corroborent la valeur des normes CSA en ce qui concerne leur prestation de directives pratiques d'opérationnalisation concernant divers ODD. Une observation de l'une des études de cas a indiqué que les utilisateurs de normes peuvent ne pas avoir conscience ou ne pas souhaiter savoir si une norme a des liens avec des ODD, en particulier lorsqu'une norme est référencée dans la législation. Il a été noté que, même si certains utilisateurs de normes peuvent ne pas avoir un intérêt immédiat envers la façon dont une norme soutient des ODD précis, cela pourrait s'avérer important pour un plus large éventail de parties prenantes, pouvant inclure des investisseurs, des prêteurs, des gouvernements, des communautés, des consommateurs, des ONG et des partenaires de chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, comme il a été mentionné plus tôt, il est recommandé que CSA élabore une méthode systématique pour identifier et étiqueter les liens avec les ODD dans les normes, y compris celles mentionnées dans la loi, en reconnaissance du fait que ce lien explicite peut avoir de la valeur non seulement pour les utilisateurs de normes, mais aussi pour les parties prenantes et les partenaires des utilisateurs de normes.

4.7 Recommandations finales

Dans la présente section, les recommandations et les suggestions présentées tout au long de la section 4 sont résumées. Aucune hypothèse de priorité ou d'importance n'est associée à la séquence des recommandations.

Tableau 2 : Recommandations pour les OEN accrédités opérant au Canada[15]

Thème	Recommandations	Justification
Coordination des efforts internes sur les ODD	▪ Envisager la création d'un **comité interne des ODD** intersectoriel pour coordonner l'activité de mise en correspondance interne des ODD et développer l'orientation des ODD à l'échelle de l'OEN. ▪ Penser à établir un **comité consultatif externe de leadership sur les ODD** intersectoriel composé de membres, y compris des représentants d'organisations qui utilisent déjà des normes et qui s'efforcent également d'utiliser les ODD de manière sophistiquée, ainsi que d'autres parties prenantes qui font preuve de leadership en matière d'ODD.	▪ Le comité interne pourrait aider à assurer une approche cohérente de l'utilisation des ODD (p. ex., en ce qui concerne l'étiquetage; en ce qui concerne le libellé; en ce qui concerne l'interprétation des ODD; en ce qui concerne l'établissement de priorités pour les nouvelles normes et d'autres initiatives telles que les produits à valeur ajoutée et les conférences et les activités de formation/orientation que l'OEN souhaite développer, les activités de formation/orientation étant élaborées pour le personnel de l'OEN, pour les utilisateurs et pour les bénévoles de l'élaboration des normes). ▪ Le comité consultatif externe de leadership sur les ODD fournirait une contribution importante au travail entrepris par le comité interne des ODD et jouerait également un rôle clé de « sensibilisation » pour la communauté actuelle et future des normes des ODD et au-delà.
Engagement, éducation et communication	▪ Envisager de proposer de travailler dans une **capacité d'essai pilote** avec des organisations qui utilisent déjà ses normes (dans plusieurs secteurs différents) et qui expriment leur intérêt à explorer comment les ODD pourraient s'appliquer ou s'appliquent déjà à leurs activités, en conjonction avec leur utilisation des normes de l'OEN. ▪ Penser à mener une **enquête auprès des utilisateurs de normes** concernant leurs connaissances et leur utilisation actuelles des ODD, leur intérêt envers les ODD et les domaines où ils pensent que de nouvelles normes à valeur ajoutée et des services connexes concernant les ODD sont nécessaires. ▪ Penser à organiser une conférence sur la manière dont les normes sont en mesure de soutenir le travail des ODD des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. ▪ Penser à travailler avec une université ou des universités pour créer une **série de conférences** qui permettrait à un large éventail de parties prenantes d'en savoir plus sur les ODD et sur le rôle important joué par les normes dans la réalisation des ODD.	▪ Des essais pilotes pourraient servir de base à des études de cas sur la valeur des organisations qui utilisent des normes et des ODD, et pour le développement éventuel de services de formation sur les ODD, ainsi que pour aider à déterminer les lacunes liées aux ODD dans les normes existantes et pour dénicher de nouvelles occasions pour les normes qui soutiennent des ODD. ▪ Une enquête pourrait également s'avérer utile pour rehausser le profil des ODD parmi les utilisateurs actuels des normes de l'OEN et pour fournir à l'OEN des renseignements précieux sur les lacunes et les possibilités liées aux ODD. ▪ Une conférence permettrait de mettre en lumière le rôle important que les organismes de normalisation sont en mesure de jouer et jouent déjà à l'appui des ODD, en raison de la nature collaborative, multilatérale, consensuelle et structurée de l'élaboration des normes. Elle aiderait également à déterminer les lacunes et les possibilités liées aux ODD. ▪ Les universités sont souvent perçues comme des « forums d'apprentissage neutres », permettant aux parties prenantes ayant des points de vue différents de se rencontrer et de discuter des problèmes dans un esprit d'engagement constructif.

15 Il est reconnu que le domaine d'application, la taille, l'orientation, les ressources, l'intérêt envers les ODD et d'autres facteurs varient considérablement d'un OEN accrédité à l'autre. Pour cette raison, la pertinence et l'applicabilité de chacune de ces recommandations à chaque OEN particulier sont susceptibles de varier.

Thème	Recommandations	Justification
Étiquetage des normes	▪ Penser à mettre en place **une politique officielle** selon laquelle toutes les normes devraient être évaluées et « étiquetées » en termes de liens avec les ODD. Dans cette optique, envisager d'entreprendre un **« exercice d'étiquetage » des ODD** concernant les normes nouvelles et existantes, en indiquant les connexions des ODD relatives à chaque norme. ▪ Envisager de créer une **base de données consultable** des normes de l'OEN et des connexions correspondantes avec des ODD.	▪ Entre autres choses, l'exercice de mise en correspondance préliminaire de CSA a permis de déterminer la valeur d'inclure une déclaration dans les sections « Introduction » ou « Domaine d'application » des normes qui indique aux lecteurs comment les normes sont aptes à aider à atteindre des objectifs généraux axés sur les politiques du type inclus dans les ODD. Pour ce qui est de la réalisation du travail d'étiquetage proprement dit, il est suggéré ici qu'on devrait adopter un processus séquentiel Delphi double, en s'appuyant sur le solide processus de mise en correspondance et de validation développé dans le cadre de ce projet. ▪ Une approche commune de l'étiquetage parmi tous les « créateurs de règles » canadiens aurait une valeur optimale pour la grande variété d'entités qui s'appuient sur les règles de ces différents intervenants ou qui sont assujetties à ces règles.
Travail sur les nouvelles normes	▪ Songer à explorer la valeur de **l'élaboration de nouvelles normes ou de nouveaux guides** à l'appui des ODD. Hiérarchiser les travaux des ODD sur les secteurs et les sujets sur lesquels la plupart des normes existantes sont axées, et se concentrer sur les ODD qui sont le plus étroitement liés à ces normes.	▪ L'analyse effectuée pour ce rapport révèle que chaque OEN a une concentration distincte de normes relatives à des secteurs et à des sujets particuliers, auxquelles est associé un modèle distinct de liens avec des ODD particuliers.
Collaborations avec les parties prenantes clés	▪ Envisager de développer **des collaborations avec des organisations de développement durable** qui font ou pourraient faire la promotion des ODD et de former des alliances et de tisser des liens avec les parties prenantes qui tentent de mesurer les progrès réels des entreprises dans la réalisation des ODD.	▪ De telles collaborations pourraient permettre un partage d'informations utiles et élargir les réseaux des OEN sur les ODD et d'autres questions. Compte tenu de leur intérêt et de leurs connaissances sur ce sujet, les parties prenantes clés comme les investisseurs sont en bonne position pour motiver les entreprises à aller au-delà des banalités concernant les ODD.
Soutien à la recherche	▪ Envisager la création d'un fonds de **recherche sur les ODD** dédié et spécialisé afin de stimuler l'exploration des travaux sur les ODD liés aux normes.	▪ D'une manière relativement peu coûteuse, un tel fonds pourrait considérablement améliorer la compréhension de diverses questions.
Collaborations entre les OEN	▪ Envisager de développer une forme d'alliance d'apprentissage et de **partage des informations sur les ODD** avec les principaux OEN d'autres juridictions ayant des buts semblables, comme BSI et Standards Australia, et envisager des moyens par lesquels les OEN pourraient travailler ensemble pour soutenir la réalisation des ODD.	▪ À cet égard, une certaine forme d'accord OEN-ODD pourrait être utile pour déterminer les besoins communs, les approches communes et les possibilités de synergies et d'efficacité.
Participation des gouvernements	▪ Considérer la valeur de la création d'**un accord avec le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements** sur la meilleure façon de soutenir les ODD.	▪ Cela pourrait être utile pour identifier les besoins communs et les approches communes et les possibilités de synergies et d'efficacité.
Engagement stratégique envers des ODD	▪ Penser à **s'engager officiellement envers les ODD** et à élaborer une stratégie d'ODD, à la publier et à en rendre compte.	▪ En s'engageant officiellement à soutenir les ODD, les OEN font preuve de leadership en tant qu'organisations qui souhaitent contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux, sociaux et économiques inclus dans les ODD.

Tableau 3 : Recommandations à l'intention des gouvernements fédéral et autres[16]

Thème	Recommandations
Étiquetage des lois et des politiques	▪ Étant donné le rôle important que jouent les normes à l'appui des lois et des politiques des gouvernements, compte tenu de la nature collaborative et multilatérale de l'élaboration des normes, et compte tenu du fait que, comme les normes du Groupe CSA, de nombreuses lois et politiques sont susceptibles d'être considérées comme favorables à la réalisation d'objectifs de développement durable particuliers, il est recommandé que le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements s'engagent dans un **exercice d'étiquetage des ODD** de leurs lois et politiques semblables à celui entrepris par le Groupe CSA. ▪ Dans le cadre de l'exercice d'étiquetage des ODD susmentionné, il est recommandé que les gouvernements fédéraux et autres s'appuient sur le **processus de mise en correspondance** des ODD Delphi double, robuste et séquentiel élaboré par le Groupe CSA avec des partenaires universitaires et collégiaux. Cela augmentera la probabilité qu'une approche intersectorielle cohérente et crédible de l'étiquetage des ODD soit adoptée et disponible pour les organisations.
Engagement, éducation et communication	▪ Il est recommandé que le gouvernement fédéral et les autres gouvernements appuient et coaccueillent avec le Groupe CSA et d'autres OEN une **conférence sur les normes accréditées par la valeur à l'appui de la réalisation des ODD**. Les collaborations avec d'autres intervenants intéressés seraient également inestimables.
Collaboration avec des OEN	▪ Étant donné le rôle intégral que jouent les normes pour aider les organisations à atteindre les ODD, il est recommandé que le gouvernement fédéral et les autres gouvernements travaillent avec les OEN et d'autres parties pour **soutenir le travail sur les normes des ODD** et avec les initiatives et activités connexes en matière de normes des ODD du type identifié dans le présent rapport. ▪ En gardant à l'esprit ce qui précède, il est recommandé que le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements étudient la faisabilité d'élaborer un accord avec les organismes de normalisation sur **la façon dont les gouvernements et les organismes de normalisation canadiens pourraient travailler ensemble de façon optimale** pour aider à atteindre les ODD.

Tableau 4 : Recommandations à l'intention des utilisateurs de normes accréditées

Thème	Recommandations
Collaboration avec les OEN	▪ Il est recommandé que les utilisateurs de normes accréditées travaillent en étroite collaboration avec les OEN pour s'assurer que les normes accréditées aident de façon optimale les utilisateurs à contribuer à la réalisation des ODD.

Tableau 5 : Recommandations à l'intention des bénévoles dans les processus d'élaboration de normes

Thème	Recommandations
Éducation	▪ Il est recommandé que les membres des comités techniques se familiarisent avec les ODD et communiquent avec les OEN sur le type d'orientation ou de formation autre qui les aiderait le mieux à se familiariser avec les ODD.

16 Il est entendu et reconnu que le gouvernement fédéral est le principal intervenant gouvernemental au Canada pour l'élaboration d'une stratégie d'ODD, ainsi que pour la mesure des progrès et l'établissement de rapports. Par conséquent, le point central de ces recommandations du gouvernement est le gouvernement fédéral, mais étant donné que d'autres gouvernements (provinciaux, territoriaux et municipaux) sont également des utilisateurs importants des normes et des participants à l'élaboration des normes, certaines de ces recommandations peuvent s'avérer pertinentes pour les gouvernements autres que le gouvernement fédéral.

5 Conclusion

Les ODD sont un ensemble de 17 objectifs environnementaux, sociaux et économiques ambitieux, qui font partie d'un programme de développement durable plus large de l'ONU qui sera réalisé à l'échelle mondiale d'ici 2030. Les gouvernements ont la responsabilité première de surveiller les ODD en mesurant les progrès par rapport aux indicateurs et en signalant les résultats. Les contributions et le soutien des joueurs du secteur privé et de la société civile à la réalisation des objectifs constituent un élément important du Programme de développement durable de l'ONU pour 2030. Les ODD ne stipulent pas comment atteindre ces objectifs; au lieu de cela, la question de la meilleure manière d'atteindre ces objectifs est laissée aux gouvernements, aux organismes d'élaboration de normes et aux autres parties prenantes.

Les travaux entrepris pour ce projet suggèrent que de nombreuses lois existantes et normes accréditées fournissent les feuilles de route granulaires et opérationnelles vers la réalisation substantielle des ODD. Cependant, il manque d'informations claires indiquant comment les normes individuelles sont liées aux ODD. Les objectifs de ce projet étaient destinés à aborder cette question, à évaluer comment les normes sont susceptibles d'être utilisées directement comme un outil pour prendre des mesures afin d'atteindre les ODD, en plus de fournir aux utilisateurs des normes des informations fiables sur la façon dont les normes soutiennent la réalisation des ODD au niveau des indicateurs et des cibles.

La première partie de ce projet a consisté à développer une méthodologie de mise en correspondance robuste et reproductible susceptible d'être utilisée pour faire correspondre l'utilisation des normes aux ODD. Ensuite, un exercice de validation au cours duquel 50 normes CSA ont été mises en correspondance avec des ODD et leurs cibles a été entrepris. L'exercice de validation visait à tester la robustesse et la reproductibilité de la méthodologie de mise en correspondance ainsi qu'à comparer les résultats à l'exercice de mise en correspondance préliminaire effectué par les experts en la matière de CSA. Il a été constaté que l'efficacité du lien entre les normes et les cibles d'ODD du Dictionnaire de référence des ODD développé ainsi que de l'outil LinkedSDG de l'ONU variait selon la façon dont les normes sont structurées et rédigées. Dans certains cas, on a constaté que le jumelage du Dictionnaire de référence des ODD et des expressions était moins efficace et n'est pas parvenu à trouver toutes les correspondances, comparé à l'exercice de mise en correspondance préliminaire effectué par le Groupe CSA. Les utilisateurs du Dictionnaire de référence des ODD ne possédaient pas la même expertise que les experts en la matière qui ont réalisé la mise en correspondance préliminaire. Par conséquent, dans l'utilisation de la méthodologie de mise en correspondance, certaines intentions et certains résultats n'ont pas été capturés et par la suite n'ont pas été mis en correspondance avec des ODD, ce qui a conduit à moins de liens dans certains cas. À partir des résultats de l'exercice de validation, un processus Delphi à deux étapes révisées a été proposé.

Les études de cas entreprises pour ce projet indiquent un manque de sensibilisation de certaines parties prenantes à l'application de certaines normes relatives aux liens avec les ODD. Il a également été constaté que, dans certains cas, les utilisateurs d'une norme particulière peuvent ne pas se préoccuper outre mesure des liens d'une norme avec les ODD, en particulier dans les cas d'utilisation où une norme est référencée dans la législation. Toutefois, des liens explicites entre les normes et les ODD fourniraient des informations précieuses à toutes les parties prenantes et à tous les utilisateurs de normes. De ce fait, il est suggéré qu'un « exercice d'étiquetage » soit entrepris tant par les gouvernements que les OEN afin de lier expressément les normes aux objectifs environnementaux et sociaux et aux objectifs intégrés dans les ODD, là où de tels liens se trouvent, afin que les organisations appliquant ces normes soient en mesure de le faire avec une certaine confiance que leur utilisation des lois et des normes contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.

Cela étant dit, parce que le corps existant de lois et de normes peut ne pas avoir été spécifiquement développé en tenant compte des ODD, un défi qui se pose est celui de « l'étiquetage des ODD »

de l'ensemble existant de lois et de normes, et à l'avenir, en veillant à ce que toutes les nouvelles lois et normes soient correctement identifiées. En effet, un examen des liens entre les ODD et les normes et lois a révélé qu'ils n'indiquent pas de manière cohérente quels sont les objectifs sociaux, environnementaux et économiques fondamentaux que les normes et lois visent à atteindre, et qu'un tel étiquetage aurait de la valeur. Ce type d'exercice d'étiquetage devrait faire partie d'une stratégie de communication plus large visant à rehausser le profil des lois et des normes accréditées en tant que facteurs importants contribuant à la réalisation des objectifs et des cibles énoncés dans les ODD. Cette stratégie de communication plus large pourrait inclure une conférence nationale multilatérale mettant en évidence les liens entre les lois, les normes et les ODD, un programme de récompenses reconnaissant la façon dont les organisations utilisent les normes accréditées pour soutenir les ODD, l'élaboration de nouvelles normes et de nouveaux « produits à valeur ajoutée » qui fournissent des conseils sur la manière d'intégrer les ODD dans les opérations des entreprises, des conseils sur la manière de s'engager dans des partenariats efficaces pour soutenir les ODD et d'autres objectifs, ainsi que de la formation sur les ODD.

Les entreprises canadiennes considérées comme des chefs de file en matière de durabilité s'en servent et intègrent la façon dont elles ont la capacité de contribuer à la réalisation des ODD dans leurs activités. Certaines entreprises canadiennes ont adopté des approches assez sophistiquées pour intégrer les ODD à leurs approches globales en matière de responsabilité d'entreprise, en s'appuyant sur une gamme de normes au cours du processus. Le travail de ces chefs de file des ODD pourrait devenir une importante ressource et la fondation d'un réseau de communautés de pratique pour partager des idées et aider à intégrer les ODD dans leurs activités. Sur la base de cette recherche préliminaire, un travail plus approfondi de cette nature pourrait aider à combler des lacunes dans les connaissances actuelles et à révéler quels secteurs et quels ODD ont jusqu'à présent émergé comme étant particulièrement importants dans le contexte canadien.

Les recherches entreprises pour ce rapport ont permis de souligner que le gouvernement fédéral met correctement l'accent sur la collaboration comme moyen central d'aider à atteindre les ODD. Étant donné la nature intrinsèquement collaborative, multilatérale et consensuelle de l'élaboration des normes, et la longue histoire de collaborations fructueuses entre le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements, CSA et d'autres OEN sur une grande variété de sujets et de questions, il existe un potentiel considérable pour les normes accréditées d'assumer un rôle intégral dans la réalisation des ODD et pour une collaboration entre les gouvernements et les OEN sur la meilleure façon de soutenir les activités de normalisation liées aux ODD. Des changements internes dans le fonctionnement des OEN pour mieux intégrer les ODD dans les normes actuelles et futures seraient très appropriés. De plus, l'application des ODD par les OEN canadiens eux-mêmes et la communication publique des progrès réalisés dans l'atteinte des ODD seraient une initiative précieuse.

Les ODD sont apparus comme un instrument normatif important et innovant qui galvanise les gouvernements, les entreprises et la société civile dans les efforts pour atteindre ces objectifs. Ce projet a ultimement révélé que les normes sont en mesure de fournir un soutien fondamental aux organisations en les aidant à atteindre les ODD. Par conséquent, les efforts visant à déterminer et à établir des liens avec les ODD dans les normes existantes et futures (et d'autres instruments) devraient être considérés comme une priorité jusqu'en 2030.

Références

[1] World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*. Oxford, UK, Oxford University Press, 1987.

[2] Nations Unies, « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Assemblée générale, 21 octobre 2015. [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://undocs.org/A/RES/70/1

[3] Emploi et Développement social Canada, « Vers la Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 » Gouvernement du Canada. [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030/strategie-nationale.html

[4] A. Vives, "Needed: A Systematic Effort to Monitor and Report Greenwashing Related to the SDGs," GreenBiz, Nov. 18, 2019. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.greenbiz.com/article/needed-systematic-effort-monitor-and-report-greenwashing-related-sdgs

[5] Conseil canadien des normes, « Que sont les normes? » [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://www.scc.ca/fr/que-sont-les-normes (consulté le 2 mai 2021).

[6] PricewaterhouseCoopers, "SDG Selector." [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://datatech.pwc.com/SDGSelector/ (accessed May 2, 2021).

[7] Responsible Mining Foundation and Columbia Center on Sustainable Investment, "Mining and the SDGs: A 2020 Status Update." [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.responsibleminingfoundation.org/app/uploads/RMF_CCSI_Mining_and_SDGs_EN_Sept2020.pdf (accessed May 2, 2021).

[8] Leadership Council, "Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals," Revised Working Draft (Version 7) of the Sustainable Development Solutions Network – a Global Initiative for the United Nations, Mar. 20, 2015. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://irp-cdn.multiscreensite.com/be6d1d56/files/uploaded/150320%20SDSN%20Indicator%20Report.pdf

[9] United Nations, "E-Handbook on the Sustainable Goals Indicators." United Nations Statistics Division. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://unstats.un.org/wiki/display/SDGeHandbook/Home (accessed May 2, 2021).

[10] United Nations, "Department of Economic and Social Affairs Capacity Development." [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.un.org/development/desa/cdpmo/#:~:text=It%20addresses%20the%20growing%20need,by%20the%20national%20statistical%20systems

[11] K. Webb, "Sustainable Governance in the Twenty-First Century: Moving beyond Instrument Choice," in *Designing Government: From Instruments to Governance,* P. Eliadis, M. Hill, and M. Howlett, Eds., Montreal, QC, Canada: McGill-Queen's University Press, 2005, pp. 242–280. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://static1.squarespace.com/static/5a7b5fde0100279543e64b1b/t/5b3b1605f950b77a2618e05f/1530660232711/Webb-SusGov-2005-distribution.pdf

[12] Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies, « Développement durable : Les 17 objectifs ». [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://sdgs.un.org/fr/goals (consulté le 2 mai 2021).

[13] R. Threlfall, A. King, J. Shulman, and W. Bartels, "The Time Has Come: The KPMG Survey of Sustainability Reporting 2020," KPMG IMPACT, KPMG, Dec. 2020. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/xx/pdf/2020/11/the-time-has-come.pdf

[14] Gouvernement du Canada « Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble ». [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/programme-2030/aller-avant.html

[15] K. Bissinger et al. "Linking Voluntary Standards to Sustainable Development Goals," International Trade Centre, Geneva, Switzerland, Oct. 2020. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/Linking%20Voluntary%20Standards%20to%20Sustainable%20Development%20Goals_Final.pdf

[16] Conseil canadien des normes, « Foire aux questions (FAQ) – Les normes et la normalisation ». [En ligne]. Accessible à l'adresse : https://www.scc.ca/fr/help/faqs (consulté le 2 mai 2021).

[17] Global Compact Network Canada, "The 2020 Canadian SDG Accelerators Award." [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://globalcompact.ca/sdg-accelerators-awards/ (accessed May 2, 2021).

[18] CK Staff, "2021 Global 100 Ranking," Corporate Knights, Jan. 25, 2021. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.corporateknights.com/reports/2021-global-100/2021-global-100-ranking-16115328/

[19] British Columbia Investment Management Corporation, "CEOs of Eight Leading Canadian Pension Plan Investment Managers Call on Companies and Investors to Help Drive Sustainable and Inclusive Economic Growth," Cision, Nov. 25, 2020. [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.newswire.ca/news-releases/ceos-of-eight-leading-canadian-pension-plan-investment-managers-call-on-companies-and-investors-to-help-drive-sustainable-and-inclusive-economic-growth-844608554.html

[20] SDG Accelerator for SMEs, Denmark, "SDG Accelerator." [En ligne]. Accessible (en anglais) à l'adresse : https://www.sdg-accelerator.org/content/sdg-accelerator/en/home/about/ (accessed May 2, 2021).

[21] K. Webb, "ISO 26000: Bridging the Public/Private Divide in Transnational Business Governance Interactions," *Osgoode CLPE Research Paper #21,* 2012, https://doi.org/10.2139/ssrn.2144420.

[22] K. Webb, "ISO 26000 Social Responsibility Standard as 'Proto Law' and a New Form of Global Custom: Positioning ISO 26000 in the Emerging Transnational Regulatory Governance Rule Instrument Architecture," *Transnatl. Leg. Theory,* vol. 6, no. 2, pp. 466–500, 2015, https://doi.org/10.1080/20414005.2015.1108002.

Annexe A – Glossaire des termes et des abréviations

CATMA : Outil d'analyse textuelle disponible en tant que plateforme collaborative à accès ouvert. [Traduit] « Cet outil a été conçu à l'origine en 2008 comme une réimplémentation de TACT (« Textual Analysis Computing Tools » : outils informatiques d'analyse de texte) basé sur DOS, qui permettait l'analyse de texte numérique. TACT a été créé à l'Université de Toronto sous la direction d'Ian Lancashire et programmé par John Bradley (voir Lancashire et al. 1996). » (https://catma.de/philosophy/history/)

Méthode Delphi : Méthode d'évaluation qualitative par l'intermédiaire d'un groupe d'experts en la matière qui donnent leur avis sur un sujet ou un thème particulier dans lequel ils ont une expertise. Essentiellement, le groupe d'experts est consulté (comme l'Oracle de Delphes) selon l'hypothèse que l'opinion d'un groupe d'experts est plus précieuse que l'opinion d'individus. Dans un processus Delphi double (ou à deux étapes), les résultats d'une évaluation sont évalués par un second groupe d'experts en la matière.

EBSCO : Groupe de bases de données de bibliothèques consultables qui donnent accès à du contenu sous licence provenant de revues, de publications électroniques et de livres électroniques (https://www.ebsco.com/).

GCNC/UNGCN: Global Compact Network Canada (GCNC) et United Nations Global Compact Network (UNGCN) sont des réseaux d'entreprises et d'organisations de l'industrie qui se sont engagées à atteindre les objectifs de développement durable et à assurer la durabilité des entreprises dans les domaines des droits de la personne, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, comme exprimé dans les dix principes du Pacte mondial de l'ONU (https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles).

NVIVO : Plateforme logicielle développée par QSR International qui est utilisée pour l'analyse qualitative de données, le codage, la recherche de motifs et d'indices provenant de sources textuelles, graphiques et d'autres médias (https://www.qsrinternational.com/nvivo-qualitative-data-analysis-software/home).

OMNI : Outil de recherche universitaire en ligne permettant d'accéder aux ressources en ligne et en bibliothèque physique de 16 universités de l'Ontario formant l'OCUL (Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario)

ODD/ODD de l'ONU : Objectif(s) de développement durable ou objectif(s) de développement durable des Nations Unies formant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU, officiellement adopté en 2015 par tous les États membres des Nations Unies avec une date cible de 2030 pour atteindre les objectifs.

OEN : Organismes d'élaboration de normes responsables de l'élaboration de normes dans des industries particulières. Il peut s'agir d'organisations à l'échelle internationale et mieux connues par leurs acronymes, comme ISO, ou des organisations à l'échelle nationale comme le Groupe CSA (au Canada) ou ASME (aux États-Unis); souvent, leurs normes peuvent être adoptées par des organismes de réglementation locaux ou mises en œuvre dans des politiques ou des lois. Il est possible d'obtenir une liste de certains des OEN utilisés en Amérique du Nord auprès de l'American National Standards Institute (https://www.standardsportal.org/usa_en/resources/sdo.aspx) ou au Canada par l'intermédiaire du Conseil canadien des normes (https://www.scc.ca/fr/accreditation/organismes-delaboration-de-normes/repertoire-des-organismes-delaboration-de-normes-accredites).

EPTC 2 : Énoncé de politique des trois conseils 2 (EPTC 2), la ligne directrice de 2018 pour la conduite éthique de la recherche avec des êtres humains et est administré par le Groupe en éthique de la recherche du gouvernement du Canada. Cette politique garantit des lignes directrices et un protocole de recherche éthique pour la réalisation de recherches qui impliquent des participants humains et qui sont adoptés par la plupart des établissements d'études supérieures du Canada et des organismes qui effectuent des recherches avec ces participants.

Web of Science : Plateforme de site Web qui fournit une base de données consultable d'articles scientifiques dans les domaines des sciences, des sciences sociales, des arts et des sciences humaines. La plateforme est disponible sur abonnement auprès de son producteur Clarivate (https://clarivate.com/webofsciencegroup) et est accessible par l'intermédiaire de certains portails institutionnels d'accès aux bibliothèques.

Wordstat : Logiciel d'analyse de contenu et d'extraction de texte produit et soutenu par Provalis Research (https://provalisresearch.com/products/content-analysis-software/wordstat-whats-new/).

Annexe B – Dictionnaire de référence des ODD

Notes explicatives

L'exemple de tableau de cette annexe est basé sur la version Excel complète de la classification par niveau des indicateurs mondiaux des ODD (à partir de https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/tier-classification/) du Groupe interorganisations et d'experts sur les indicateurs d'objectifs de développement durable (IAEG-SDGs). © 2020 Organisation des Nations Unies. Réimprimé avec la permission de l'Organisation des Nations Unies). Dans le tableau, les trois premières colonnes sont tirées directement du document Excel de l'ONU, en utilisant les classifications par niveau de l'ONU. Les autres colonnes sont des codes ouverts générés à partir des métadonnées pour les indicateurs tirés du manuel électronique des ODD de l'ONU [9].

Il est à noter que cinq codes ouverts ont été générés par trois chercheurs indépendants à l'aide d'un fragment d'expression indiquant des processus ou des résultats; un quatrième chercheur a établi une corrélation indépendante entre les codes; un cinquième chercheur (un expert en la matière sur les ODD de l'ONU) a pris les cinq principaux codes et les a répertoriés dans le Dictionnaire de référence des ODD; en cas d'absence de corrélation ou de présence d'un doublon de la formulation de la cible ou de l'objectif, le cinquième chercheur n'incluait alors pas de codes ouverts.

Les détails granulaires supplémentaires dans le dictionnaire de référence étaient nécessaires pour bien comprendre les 169 cibles et les 232 indicateurs qui sont censés être atteints au sein de chaque ODD, afin de rendre possible l'établissement de liens efficaces entre les normes et les objectifs des ODD.

Tableau 6 : Dictionnaire de référence des ODD basé sur la fiche de classification par niveau (au 17 juillet 2020).

(Colonnes A, B et C de https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/tier-classification/. © 2020 Organisation des Nations Unies. Réimprimé avec la permission de l'Organisation des Nations Unies.)

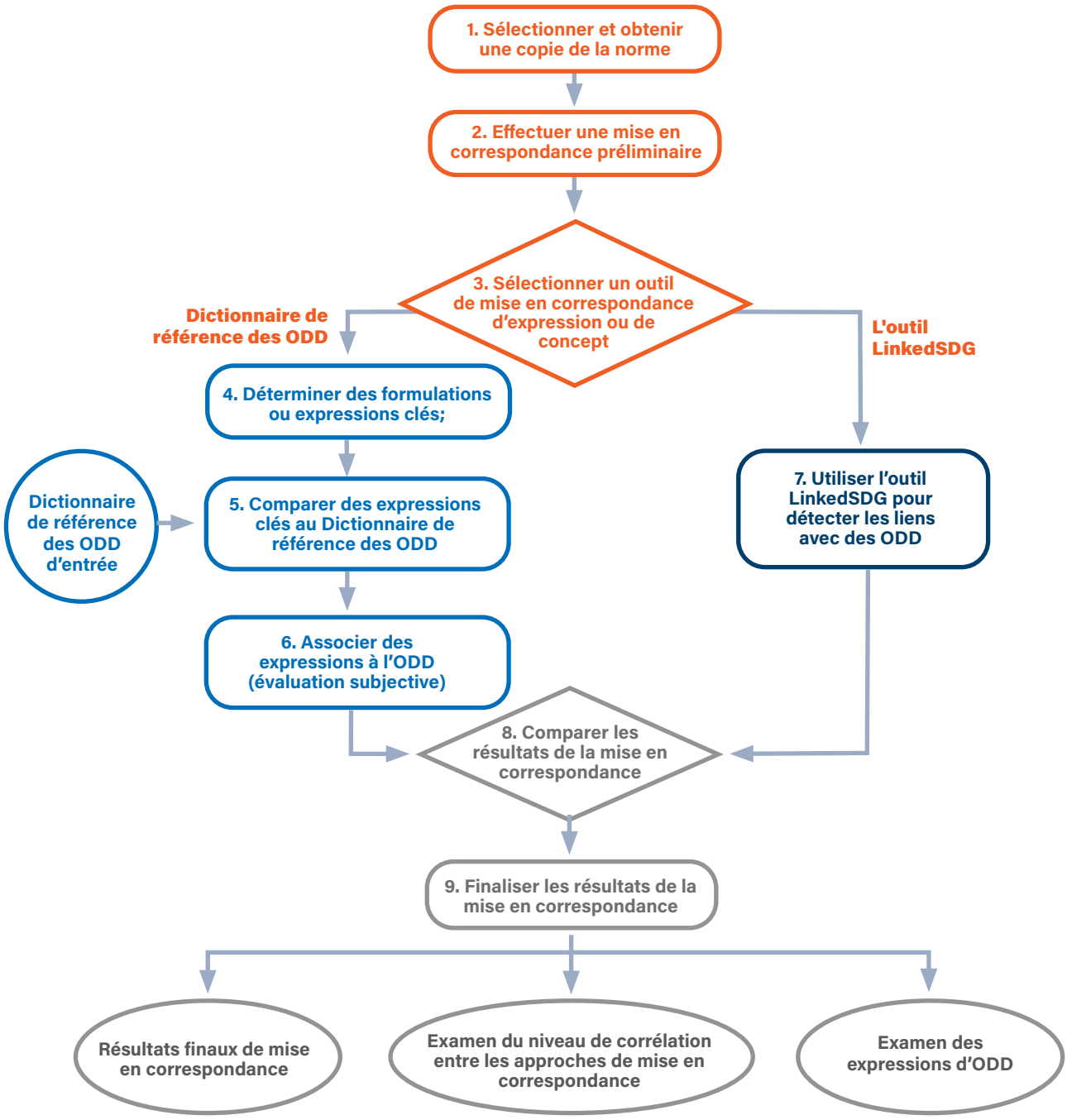
Code d'indicateur UNSD*	Cible	Indicateur	Code ouvert 1	Code ouvert 2	Code ouvert 3	Code ouvert 4	Code ouvert 5
Objectif 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde							
C010101	1.1 D'ici 2030, éradiquer l'extrême pauvreté pour tous, partout dans le monde, actuellement mesurée comme lorsque des personnes vivent avec moins de 1,25 $ par jour	1.1.1 Proportion de la population vivant en dessous du seuil international de pauvreté selon le sexe, l'âge, la situation d'emploi et la situation géographique (urbaine/rurale)	La proportion de la population active au-dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 $ US par jour, également appelé le travail à faible revenu, est définie comme la proportion de personnes employées vivant dans des ménages ayant une consommation ou un revenu par habitant inférieurs au seuil de pauvreté international de 1,90 $ US.				
C010201	1.2 D'ici 2030, réduire au moins de moitié la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté dans toutes ses dimensions, selon les définitions nationales	1.2.1 Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté, selon le sexe et l'âge	Les estimations nationales de la pauvreté sont tirées des données d'enquête auprès des ménages	Ces renseignements sont recueillis soit au moyen de questions de rappel grâce à des listes d'articles de consommation, soit par des journaux dans lesquels les répondants enregistrent toutes les dépenses quotidiennement			
C010202		1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté dans toutes ses dimensions selon les définitions nationales	Effectifs officiels multidimensionnels de pauvreté, par sexe et âge (% de la population) Nombre moyen de défavorisations (intensité) Effectifs officiels multidimensionnels de pauvreté (% du total des ménages) Défavorisations multidimensionnelles des enfants (% de la population de moins de 18 ans)				
C010301	1.3 Mettre en œuvre des systèmes et des mesures de protection sociale appropriés au niveau national pour tous, y compris des seuils minimaux, et, d'ici 2030, atteindre une couverture substantielle des personnes pauvres ou vulnérables	1.3.1 Proportion de la population couverte par les systèmes/seuils minimaux de protection sociale, par sexe, en distinguant les enfants, les chômeurs, les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes enceintes, les nouveau-nés, les victimes d'accidents du travail et les pauvres et les vulnérables	La couverture effective de la protection sociale est mesurée par le nombre de personnes qui contribuent activement à un régime d'assurance sociale ou qui reçoivent des prestations (contributives ou non contributives).	L'indicateur reflète la proportion de personnes effectivement couvertes par un système de protection sociale, y compris les seuils minimaux de protection sociale. Il reflète également les principales composantes de la protection sociale : les prestations pour enfants et de maternité, le soutien aux personnes sans emploi, les personnes handicapées, les victimes de blessures au travail et les personnes âgées.	Les indicateurs de couverture d'ASPIRE réfèrent à la définition de la couverture « effective », mesurant les bénéficiaires directs et indirects qui reçoivent réellement des prestations de protection sociale au moment de la collecte de données d'enquête auprès des ménages représentatifs au niveau national, comme dans un groupe cible (population totale, pour différents quintiles de revenu, population totale dans les zones urbaines et rurales)		

[a] Reconnaissant que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est le principal forum international intergouvernemental pour négocier la réponse mondiale aux changements climatiques.

[b] En tenant compte des négociations en cours de l'Organisation mondiale du commerce, du Programme de Doha pour le développement et du mandat ministériel de Hong Kong.

Annexe C – Méthodologie de mise en correspondance initiale

Figure 7. Méthodologie de mise en correspondance initiale



Les étapes d'application de cette procédure de mise en correspondance décrites à la figure 7 sont présentées ci-dessous :

1. Sélectionner et obtenir une copie de la norme dans un format permettant l'extraction de contenu.
   - Vérifier qu'il existe une introduction, une section sur le domaine d'application ou une section similaire qui décrit le processus et/ou le résultat de la norme.
2. Effectuer une mise en correspondance préliminaire de la norme par rapport aux ODD en utilisant le texte complet de la norme. Déterminer les liens entre la norme et les ODD au niveau de la cible, sur la base d'une solide compréhension des principaux objectifs et de l'utilisation prévue de la norme, ainsi que des ODD de l'ONU et de leurs cibles respectives. Note : Au sein du Groupe CSA, cette étape a été réalisée à l'avance par le personnel chargé de l'élaboration des normes.
3. Sélectionner l'un des outils de mise en correspondance d'expressions ou de concepts suivants :
   - Dictionnaire de référence des ODD – passer aux étapes 4, 5 et 6.
   - Outil LinkedSDG – passer à l'étape 7.
4. Identifier les formulations ou expressions clés qui se rapportent à un processus et/ou à un résultat qui est le point central de la norme (pour des raisons de simplicité, ne pas viser plus de cinq expressions clés).
   - Copier les sections « Domaine d'application » et « Introduction » de la norme dans un fichier .txt ou .doc. Au besoin, on peut imprimer physiquement les sections « Domaine d'application » et « Introduction » de la norme.
   - Déterminer les expressions clés en utilisant l'une des approches suivantes :
     i. Utiliser un dispositif de mise en évidence physique et une copie imprimée de la norme.
     ii. Mettre en évidence les expressions directement dans un fichier .txt ou .doc ou dans un format de fichier .pdf approprié.
     iii. Utiliser un logiciel d'extraction de texte tel que MonkeyLearn (https://monkeylearn.com/) pour extraire des expressions (en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'une requête en langage naturel qui peut manquer une partie de l'intention de la norme).
5. Comparer les expressions clés et les expressions obtenues à l'étape 3 avec le Dictionnaire de référence des ODD à l'aide de la fonction Ctrl-F dans Excel (ou créer un outil de macro qui permet d'effectuer cette fonction à répétition). Notons que si une expression clé est trop complexe, elle ne sera pas bien détectée, et si l'expression clé est trop courte (un seul mot) et non technique, elle peut correspondre à de multiples ODD, cibles et indicateurs. Si aucune correspondance exacte ne se produit (le cas le plus fréquent), un élément humain (évaluation manuelle) est requis à cette étape pour interpréter des expressions ou fragments qui sont synonymes de ceux décrits par le Dictionnaire de référence des ODD.
6. Déterminer les emplacements dans le Dictionnaire de référence des ODD où se trouve l'expression de la norme et effectuer une comparaison des significations et des intentions. C'est là que l'élément humain est important. Une liste des ODD sera établie en fonction de la correspondance avec les cellules appropriées. Notons qu'il faut avoir recours à un certain jugement humain pour déterminer le contexte technique d'une expression avec le contexte technique d'une expression équivalente dans le Dictionnaire de référence des ODD. Il est reconnu que la correspondance exacte des mots ou des expressions ne se produit pas dans la plupart des cas et qu'il faut donc inclure dans les résultats la correspondance des significations. Le point fondamental est que la correspondance des significations et des intentions est à inclure au niveau de l'indicateur, c'est-à-dire qu'il faut

que l'expression sur le processus/résultat dans la norme soit mise en correspondance avec l'un des indicateurs ou des codes ouverts d'indicateurs pour signifier que la norme a une relation directe avec l'ODD. Si l'expression de la norme ne correspond qu'au niveau de la cible décrite dans le Dictionnaire de référence des ODD, la relation entre la norme et l'ODD peut être indirecte; en d'autres termes, l'utilisation de la norme va répondre à l'esprit de la cible de l'ODD, mais ne contribuera pas à un résultat mesurable qui indiquerait une incidence mesurable sur la cible de l'ODD. Passer à l'étape 8.

NOTE : Il suffit d'avoir une seule correspondance avec une cible, un indicateur ou une expression d'indicateur pour pouvoir lier la norme à un ODD. Il s'agit d'une décision binaire (oui/non). Il est toutefois possible de noter le degré de connexion à un ODD en fonction du nombre de correspondances.

7. Utiliser l'outil LinkedSDG pour déterminer les concepts clés et les liens entre la norme et les ODD.

- Insérer ou téléverser un fichier .txt ou .doc contenant les sections « Introduction » et « Domaine d'application » de la norme dans l'outil LinkedSDG (http://linkedsdg.apps.officialstatistics.org/#/) pour déterminer les expressions pertinentes et les liens vers les ODD.
- Capturer la liste des connexions à des ODD détectées par l'outil LinkedSDG.
- Passer à l'étape 8.

8. Effectuer une comparaison des résultats de mise en correspondance obtenus à partir :

- de l'étape 2 (mise en correspondance préliminaire) et de l'étape 6 (Dictionnaire de référence des ODD); ou
- de l'étape 2 (mise en correspondance préliminaire) et de l'étape 7 (outil LinkedSDG).

9. Finaliser les résultats de la mise en correspondance :

- Confirmer les résultats finaux de la mise en correspondance des normes par rapport aux ODD en se fondant sur la comparaison de l'étape 7 et sur le jugement humain. Ce résultat est précieux pour les utilisateurs de normes, qui sont alors susceptibles d'être informés que la mise en œuvre de normes particulières au sein de leur organisation les aidera à prendre en charge des ODD précis.
- À partir de la comparaison effectuée à l'étape 8, évaluer le niveau de corrélation et d'accord entre les résultats obtenus à l'étape 2 et les étapes 6 ou 7 :
  - **i.** Lorsque les résultats sont fortement corrélés, il y a un accord entre les évaluations du personnel chargé des normes et les évaluations effectuées à l'aide du Dictionnaire de référence des ODD ou de l'outil LinkedSDG, cela indique un niveau de transparence dans la façon dont les normes et les ODD sont liés.
  - **ii.** Lorsqu'il y a des différences (des écarts mineurs ou majeurs, entre l'évaluation préliminaire effectuée par le personnel chargé des normes, et les résultats générés à l'aide du Dictionnaire de référence des ODD et de l'outil LinkedSDG) cela indique soit que la formulation des normes relatives à certains ODD peut avoir été trouvée profondément dans le corps de la norme, soit que les résultats préliminaires de mise en correspondance devraient être réévalués. Dans le premier cas, cela impliquerait que les sections « Introduction » et « Domaine d'application » peuvent devoir être ajustées pour tenir compte des résultats escomptés supplémentaires.
- Examiner les expressions du Dictionnaire de référence des ODD qui sont pertinentes à la norme et envisager des ajustements au langage des normes dans les publications futures afin de mieux répondre aux objectifs des ODD au niveau des indicateurs.

Annexe D – Liste de référence des articles

Mise en correspondance des normes en fonction des ODD : Analyse documentaire

Thème : centré sur les normes

EvalSDGS. (n.d.). Welcome to EvalSDGS! Retrieved Sept. 27, 2021, from https://evalsdgs.org

Global Compact Network Canada. (2020). The Canadian SDG Accelerators Awards. https://globalcompact.ca/sdg-accelerators-awards/sdg-accelerators-awards/

Goh, C. S., Jack, L., & Bajracharya, A. (2020). Qualitative study of sustainability policies and guidelines in the built environment. *Journal of Legal Affairs and Dispute Resolution in Engineering and Construction, 12*(2), 04520016. https://doi.org/10.1061/(asce)la.1943-4170.0000395

ISO. (2018, September–October). *ISO focus : Notre vision pour un monde meilleur.* https://www.iso.org/fr/isofocus_130.html

Moschen, S. A., Macke, J., Bebber, S., & Benetti Correa da Silva, M. (2019). Sustainable development of communities: ISO 37120 and UN goals. *International Journal of Sustainability in Higher Education,* 20(5), 887–900. https://doi.org/10.1108/IJSHE-01-2019-0020

Ordonez-Ponce, E., & Khare, A. (2021). GRI 300 as a measurement tool for the United Nations Sustainable Development Goals: Assessing the impact of car makers on sustainability. *Journal of Environmental Planning and Management, 64*(1), 47–75. https://doi.org/10.1080/09640568.2020.1746906

Robinson, O. J., Tewkesbury, A., Kemp, S., & Williams, I. D. (2018). Towards a universal carbon footprint standard: A case study of carbon management at universities. *Journal of Cleaner Production, 172,* 4435–4455. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.02.147

Treacy, R., Humphreys, P., McIvor, R., & Lo, C. (2019). ISO14001 certification and operating performance: A practice-based view. *International Journal of Production Economics, 208*(March 2018), 319–328. https://doi.org/10.1016/j.ijpe.2018.12.012

Thème : description du cadre des objectifs de développement durable

Buonocore, J. J., Choma, E., Villavicencio, A. H., Spengler, J. D., Koehler, D. A., Evans, J. S., … Sanchez-Pina, R. (2019). Metrics for the sustainable development goals: Renewable energy and transportation. *Palgrave Communications,* 5(1), 1–14. https://doi.org/10.1057/s41599-019-0336-4

Dang, H. A. H., & Serajuddin, U. (2020). Tracking the sustainable development goals: Emerging measurement challenges and further reflections. *World Development, 127,* 104570. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.05.024

Fuso-Nerini, F., Tomei, J., To, L. S., Bisaga, I., Parikh, P., Black, M., … Mulugetta, Y. (2018). Mapping synergies and trade-offs between energy and the Sustainable Development Goals. *Nature Energy, 3*(1), 10–15. https://doi.org/10.1038/s41560-017-0036-5

Hák, T., Janoušková, S., & Moldan, B. (2016). Sustainable Development Goals: A need for relevant indicators. *Ecological Indicators, 60,* 565–573. https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2015.08.003

International Council for Science (ICSU). (2017). *A Guide to SDG interactions: From science to implementation.* https://council.science/wp-content/uploads/2017/05/SDGs-Guide-to-Interactions.pdf

Nilsson, M. (2016, December 16). *Understanding and mapping important interactions among SDGs: Readying institutions and policies for integrated approaches to implementation of the 2030 Agenda.* [Background paper]. High-Level Political Forum on Sustainable Development, 2017, Vienna, Austria. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/12067Understanding%20and%20mapping%20important%20interactions%20among%20SDGs.pdf

Nilsson, M., Griggs, D., & Visbeck, M. (2016). Policy: Map the interactions between Sustainable Development Goals. *Nature, 534*(7607), 320–322. https://doi.org/10.1038/534320a

Ringler, C., Willenbockel, D., Perez, N., Rosegrant, M., Zhu, T., & Matthews, N. (2016). Global linkages among energy, food and water: An economic assessment. *Journal of Environmental Studies and Sciences, 6*(1), 161–171. https://doi.org/10.1007/s13412-016-0386-5

Rosenstock, T. S., Lamanna, C., Chesterman, S., Hammond, J., Kadiyala, S., Luedeling, E., … van Wijk, M. T. (2017). When less is more: Innovations for tracking progress toward global targets. *Current Opinion in Environmental Sustainability, 26–27*(January), 54–61. https://doi.org/10.1016/j.cosust.2017.02.010

Stafford-Smith, M., Griggs, D., Gaffney, O., Ullah, F., Reyers, B., Kanie, N., … O'Connell, D. (2017). Integration: The key to implementing the Sustainable Development Goals. *Sustainability Science, 12*(6), 911–919. https://doi.org/10.1007/s11625-016-0383-3

UN Statistics Division. (2020). *Global indicator framework for the Sustainable Development Goals and targets of the 2030 Agenda for Sustainable Development. Work of the Statistical Commission pertaining to the 2030 Agenda for Sustainable Development.* https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework%20after%202021%20refinement_Eng.pdf, Indicator Framework after 2019 refinement https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global Indicator Framework_A.RES.71.313 Annex.pdf

Waage, J., Yap, C., Bell, S., Levy, C., Mace, G., Pegram, T., … Poole, N. (2015). Governing the UN Sustainable Development Goals: Interactions, infrastructures, and institutions. *The Lancet Global Health, 3*(5), e251–e252. https://doi.org/10.1016/S2214-109X(15)70112-9

Thème : centré sur la production de rapports au sujet des liens

Avtar, R., Aggarwal, R., Kharrazi, A., Kumar, P., & Kurniawan, T. A. (2020). Utilizing geospatial information to implement SDGs and monitor their progress. *Environmental Monitoring and Assessment, 192*(1). https://doi.org/10.1007/s10661-019-7996-9

Bakardjieva, R. (2016). Sustainable development and corporate social responsibility: Linking goals to standards. *Journal of Innovations and Sustainability, 2*(4), 23–25. https://www.researchgate.net/publication/313377529_Sustainable_Development_and_Corporate_Social_Responsibility_Linking_Goals_to_Standards

Consolandi, C., Phadke, H., Hawley, J., & Eccles, R. G. (2020). Material ESG outcomes and SDG externalities: Evaluating the health care sector's contribution to the SDGs. *Organization and Environment, 33*(4), 511–533. https://doi.org/10.1177/1086026619899795

Dalampira, E. S., & Nastis, S. A. (2020). Mapping Sustainable Development Goals: A network analysis framework. *Sustainable Development, 28*(1), 46–55. https://doi.org/10.1002/sd.1964

Dang, H. A. H., & Serajuddin, U. (2020). Tracking the Sustainable Development Goals: Emerging measurement challenges and further reflections. *World Development, 127,* 104570. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.05.024

Díaz, S., Demissew, S., Carabias, J., Joly, C., Lonsdale, M., Ash, N., … Zlatanova, D. (2015). The IPBES conceptual framework – connecting nature and people. *Current Opinion in Environmental Sustainability, 14,* 1–16. https://doi.org/10.1016/j.cosust.2014.11.002

Fonseca, L., & Carvalho, F. (2019). The reporting of SDGs by quality, environmental, and occupational health and safety-certified organizations. *Sustainability (Switzerland), 11*(20). https://doi.org/10.3390/su11205797

Global Reporting Imitative & United Nations Global Compact. (2017). *Business reporting on the SDGs: An analysis of the goals and targets.* https://www.unglobalcompact.org/library/5361

Jan Kraak, M., Ricker, B., & Engelhardt, Y. (2018). Challenges of mapping sustainable development goals indicators data. *ISPRS International Journal of Geo-Information, 7*(12). https://doi.org/10.3390/ijgi7120482

KPMG. (2018). *How to report on the SDGs: What good looks like and why it matters.* https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/xx/pdf/2018/02/how-to-report-on-sdgs.pdf

Kussul, N., Lavreniuk, M., Kolotii, A., Skakun, S., Rakoid, O., & Shumilo, L. (2020). A workflow for Sustainable Development Goals indicators assessment based on high-resolution satellite data. *International Journal of Digital Earth, 13*(2), 309–321. https://doi.org/10.1080/17538947.2019.1610807

Lehmann, A., Masò, J., Nativi, S., & Giuliani, G. (2020). Towards integrated essential variables for sustainability. *International Journal of Digital Earth, 13*(2), 158–165. https://doi.org/10.1080/17538947.2019.1636490

Martin, J. A. R., de Dios Jiménez Aguilera, J., Martín, J. M. M., & Fernández, J. A. S. (2018). Crisis in the Horn of Africa: Measurement of progress towards Millennium Development Goals. *Social Indicators Research, 135*(2), 499–514. https://doi.org/10.1007/s11205-016-1491-2

McArthur, J. W., & Rasmussen, K. (2017). *Who and what gets left behind? Assessing Canada's domestic status on the Sustainable Development Goals.* Global Economy and Development at Brookings. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/working-paper_assessing-canadas-domestic-status-on-the-sdgs1.pdf

Miola, A., & Schiltz, F. (2019). Measuring sustainable development goals performance: How to monitor policy action in the 2030 Agenda implementation? *Ecological Economics, 164* (January), 106373. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2019.106373

Patterson, M., McDonald, G., & Hardy, D. (2017). Is there more in common than we think? Convergence of ecological footprinting, emergy analysis, life cycle assessment and other methods of environmental accounting. *Ecological Modelling, 362,* 19–36. https://doi.org/10.1016/j.ecolmodel.2017.07.022

Permanyer, I. (2013). The measurement of success in achieving the Millennium Development Goals. *Journal of Economic Inequality, 11*(3), 393–415. https://doi.org/10.1007/s10888-012-9228-1

Pomati, M., & Nandy, S. (2020). Measuring multidimensional poverty according to national definitions: Operationalising target 1.2 of the Sustainable Development Goals. *Social Indicators Research, 148*(1), 105–126. https://doi.org/10.1007/s11205-019-02198-6

Sessa, M. (2016). Measuring and monitoring the achievements of the Millennium Development Goals through dynamic composite indices. *Social Indicators Research, 127*(2), 469–503. https://doi.org/10.1007/s11205-015-0985-7

Shinwell, M., & Cohen, G. (2020). Measuring countries' progress on the Sustainable Development Goals: Methodology and challenges. *Evolutionary and Institutional Economics Review, 17*(1), 167–182. https://doi.org/10.1007/s40844-019-00132-6

Smiciklas, J., Prokop, G., Stano, P., & Sang, Z. (2017). *United 4 smart sustainable cities: Collection methodology for key performance indicators for smart sustainable cities.* https://unece.org/DAM/hlm/documents/Publications/U4SSC-CollectionMethodologyforKPIfoSSC-2017.pdf

Verboven, H., & Vanherck, L. (2016). Sustainability management of SMEs and the UN Sustainable Development Goals. *Uwf UmweltWirtschaftsForum, 24*(2–3), 165–178. https://doi.org/10.1007/s00550-016-0407-6

World Bank. (2020). *IEA, IRENA, UNSD, World Bank, WHO, 2020. Tracking SDG 7: The Energy Progress Report 2020.* https://www.irena.org/publications/2020/May/Tracking-SDG7-The-Energy-Progress-Report-2020

Thème : autour de l'exploration des relations entre les normes et les ODD ou les objectifs du millénaire

Agarwal, N., Gneiting, U., & Mhlanga, R. (2017). *RAISING THE BAR: Rethinking the role of business in the Sustainable Development Goals.* Oxfam Discussion Papers. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/dp-raising-the-bar-business-sdgs-130217-en_0.pdf

Amey, M., & Whooley, N. (2018). *Corporate reporting on the SDGs: Mapping a sustainable future.* https://www.pimco.ca/en-ca/insights/viewpoints/2018/12/corporate-reporting-on-the-un-sdgs-mapping-a-sustainable-future/

Brandenburg, M., Govindan, K., Sarkis, J., & Seuring, S. (2014). Quantitative models for sustainable supply chain management: Developments and directions. *European Journal of Operational Research, 233*(2), 299–312. https://doi.org/10.1016/j.ejor.2013.09.032

Cole, M. J., Bailey, R. M., & New, M. G. (2014). Tracking sustainable development with a national barometer for South Africa using a downscaled "safe and just space" framework. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, 111*(42), E4399–E4408. https://doi.org/10.1073/pnas.1400985111

Edomah, N., Foulds, C., & Jones, A. (2017). Policy making and energy infrastructure change: A Nigerian case study of energy governance in the electricity sector. *Energy Policy, 102*(July 2016), 476–485. https://doi.org/10.1016/j.enpol.2016.12.053

Huovila, A., Bosch, P., & Airaksinen, M. (2019). Comparative analysis of standardized indicators for smart sustainable cities: What indicators and standards to use and when? *Cities, 89*(January), 141–153. https://doi.org/10.1016/j.cities.2019.01.029

Moldavska, A., & Welo, T. (2019). A holistic approach to corporate sustainability assessment: Incorporating sustainable development goals into sustainable manufacturing performance evaluation. *Journal of Manufacturing Systems, 50*(November 2017), 53–68. https://doi.org/10.1016/j.jmsy.2018.11.004

Odwazny, F., Wojtkowiak, D., Cyplik, P., & Adamczak, M. (2019). Concept for measuring organizational maturity supporting sustainable development goals. *Scientific Journal of Logistics, 15*(2), 237–247. http://doi.org/10.17270/J.LOG.2019.321

Ohno, I., Konya, K., Shiga, H., Murillo, F., & Charvet, E. (2019). Scaling up business impact on the SDGs. 2030 Agenda for Sustainable Development. https://t20japan.org/wp-content/uploads/2019/03/t20-japan-tf1-8-scaling-up-business-impact-sdgs.pdf

Pandey, P. C. (2015). Business as a force for good: Action and leadership through and beyond post 2015 agenda. *Asian Biotechnology and Development Review, 17*(2), 69–84. https://www.researchgate.net/publication/319097417_Business_as_a_force_for_good_Action_and_leadership_through_and_beyond_post_2015_agenda

Rosati, F., & Faria, L. G. D. (2019). Business contribution to the Sustainable Development Agenda: Organizational factors related to early adoption of SDG reporting. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management, 26*(3), 588–597. https://doi.org/10.1002/csr.1705

Rousseau, H. E., Berrone, P., & Gelabert, L. (2019). Localizing Sustainable Development Goals: Nonprofit density and city sustainability. *Academy of Management Discoveries, 5*(4), 487–513. https://doi.org/10.5465/amd.2018.0151

Saint Akadiri, S., Alola, A. A., Akadiri, A. C., & Alola, U. V. (2019). Renewable energy consumption in EU-28 countries: Policy toward pollution mitigation and economic sustainability. *Energy Policy, 132*(February), 803–810. https://doi.org/10.1016/j.enpol.2019.06.040

Scheyvens, R., Banks, G., & Hughes, E. (2016). The private sector and the SDGs: The need to move beyond "business as usual." *Sustainable Development, 24*(6), 371–382. https://doi.org/10.1002/sd.1623

Tjoa, A. M., & Tjoa, S. (2016). The role of ICT to achieve the UN Sustainable Development Goals (SDG). In *IFIP Advances in Information and Communication Technology, 481,* 3–13. https://doi.org/10.1007/978-3-319-44447-5_1

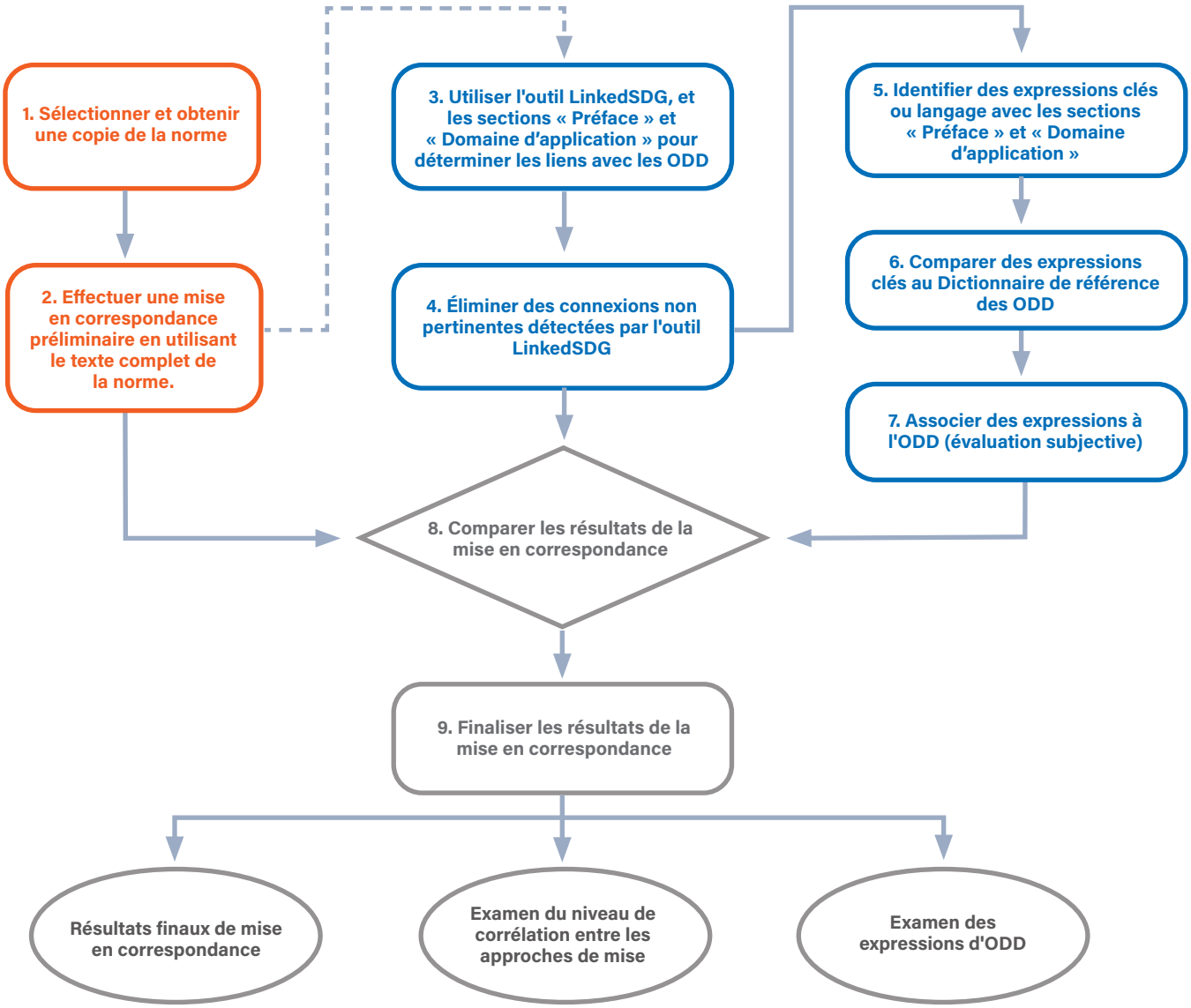
Ven, H. Van Der, Bernstein, S., & Hoffmann, M. (2019). Valuing the contributions of nonstate and subnational actors to climate governance. *Global Environmental Politics, 17*(1), 1–20. https://doi.org/10.1162/GLEP_a_00387

Zimon, D., Tyan, J., & Sroufe, R. (2019). Drivers of sustainable supply chain management: practices to alignment with UN Sustainable Development Goals. *International Journal for Quality Research, 14*(1), 219–236. https://doi.org/10.24874/IJQR14.01-14

Annexe E – Méthode de mise en correspondance finale

La figure 8 illustre la méthodologie de mise en correspondance finale développée dans le cadre de ce projet de recherche, et les étapes séquentielles pour l'application de cette procédure de mise en correspondance finale des normes et des ODD en deux phases sont décrites ci-dessous.

Figure 8. Normes – Méthodologie de mise en correspondance avec les ODD (légende : la phase 1 est identifiée à l'aide de blocs orange, la phase 2 est identifiée à l'aide de blocs bleus, la finalisation des résultats est identifiée à l'aide de blocs verts)



Phase 1 : Mise en correspondance préliminaire

Les étapes préliminaires de la mise en correspondance devraient être réalisées par le chargé de projet, avec un sous-groupe ou l'ensemble du comité technique chargé de l'élaboration de la norme.

1. Sélectionner et obtenir une copie de la norme dans un format permettant l'extraction de contenu.
   - Vérifier qu'il existe une introduction et une section sur le domaine d'application ou une section similaire qui décrit le processus et/ou le résultat de la norme.
2. Effectuer une mise en correspondance préliminaire de la norme par rapport aux ODD en utilisant le texte complet de la norme. Déterminer les liens entre la norme et les ODD au niveau de la cible, sur la base d'une solide compréhension des principaux objectifs et de l'utilisation prévue de la norme, ainsi que des ODD de l'ONU et de leurs cibles respectives. Note : Au sein du Groupe CSA, cette étape a été réalisée à l'avance par le personnel chargé de l'élaboration des normes.

Phase 2 : Vérification de la mise en correspondance

Les étapes de vérification de la mise en correspondance devraient être accomplies par un ou deux membres de l'organe central, responsable de la supervision des efforts de mise en correspondance des ODD. Le ou les membres de l'organe central devraient d'abord examiner les résultats de la mise en correspondance de la phase 1 avant de suivre les étapes suivantes, en utilisant le Dictionnaire de référence des ODD et l'outil LinkedSDG de l'ONU.

3. Utiliser l'outil LinkedSDG pour déterminer les concepts clés et les liens entre la norme et les ODD.
   - Insérer ou téléverser un fichier .txt ou .doc contenant les sections « Introduction » et « Domaine d'application » de la norme dans l'outil LinkedSDG (http://linkedsdg.apps.officialstatistics.org/#/) pour déterminer les expressions pertinentes et les liens vers les ODD.
   - Capturer la liste des connexions à des ODD détectées par l'outil LinkedSDG.
4. Analyser la liste des connexions à des ODD détectées par l'outil LinkedSDG et déterminer si les connexions sont pertinentes ou non.
   - Cette étape s'appuiera sur le jugement humain pour déterminer si la correspondance dans la terminologie ou les concepts clés détectée à l'aide de l'outil LinkedSDG reflète également une correspondance de contexte, de significations et de résultats de l'utilisation de la norme.
5. En travaillant uniquement avec les sections « Domaine d'application » et « Introduction », déterminer les expressions clés courtes (d'un à trois mots) qui se rapportent à un processus et/ou à un résultat qui est le point central de la norme (pour des raisons de simplicité, ne pas viser plus de cinq expressions clés).
   - Copier les sections « Domaine d'application » et « Introduction » de la norme dans un fichier .txt ou .doc. Au besoin, on peut imprimer les sections « Domaine d'application » et « Introduction » de la norme.
   - Déterminer les expressions clés en utilisant l'une des approches suivantes :
     i. Utiliser un dispositif de mise en évidence physique et une copie imprimée de la norme.
     ii. Mettre en évidence les expressions directement dans un fichier .txt ou .doc ou dans un format de fichier .pdf approprié.
     iii. Utiliser un logiciel d'extraction de texte tel que MonkeyLearn (https://monkeylearn.com/) pour extraire des expressions (en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'une requête en langage naturel qui peut manquer une partie de l'intention de la norme).
6. Comparer les expressions clés et les expressions obtenues à l'étape 5 au Dictionnaire de référence des ODD à l'aide de la fonction Ctrl-F dans Excel (ou créer un outil de macro qui permet d'effectuer cette fonction de manière répétée).

Note : Si une expression clé est trop complexe, elle ne sera pas bien détectée; et si elle est trop courte (un seul mot) et non technique, elle peut correspondre à plusieurs ODD, cibles et indicateurs. Si aucune correspondance exacte ne se produit (le cas le plus fréquent), un élément humain (évaluation manuelle) est requis à cette étape pour interpréter des expressions ou fragments qui sont synonymes de ceux décrits par le Dictionnaire de référence des ODD.

7. Déterminer les emplacements dans le Dictionnaire de référence des ODD où se trouve l'expression de la norme et effectuer une comparaison des significations et des intentions. C'est là que le jugement humain est important. Une liste des ODD sera établie en fonction de la correspondance avec les cellules appropriées. Il est important de déterminer toutes les correspondances pertinentes au niveau de la cible, de l'indicateur ou des codes ouverts.

   Note : Il faut avoir recours à un certain jugement humain pour déterminer le contexte technique d'une expression avec le contexte technique d'une expression équivalente dans le Dictionnaire de référence des ODD. Il est reconnu que la correspondance exacte des mots ou des expressions ne se produit pas dans la plupart des cas et qu'il faut donc inclure dans les résultats la correspondance des significations.

   Note : Il suffit d'avoir une seule correspondance avec une cible, un indicateur ou une expression d'indicateur pour pouvoir lier la norme à un ODD. Il s'agit d'une décision binaire (oui/non).

Finalisation des résultats de la mise en correspondance

Une fois les phases 1 et 2 terminées, le chargé de projet et le ou les membres de l'organe central devraient examiner toute différence dans les résultats de mise en correspondance générés lors de la phase 1 et de la phase 2. Cet examen permet de confirmer que les résultats de la phase 1 ont une justification solide sous-jacente, d'apporter des ajustements lorsque les connexions déterminées à la phase 1 ne sont pas suffisamment solides, et de repérer des connexions supplémentaires qui peuvent avoir été détectées à la phase 2 et qui ont été négligées à la phase 1. Les résultats de la mise en correspondance devraient être examinés par le Comité technique avant la finalisation.

8. Effectuer une comparaison des résultats de la mise en correspondance obtenus à l'étape 2 (mise en correspondance préliminaire), à l'étape 7 (Dictionnaire de référence des ODD) et à l'étape 4 (outil LinkedSDG). Déterminer les similitudes, ainsi que la cause des différences dans les résultats.
9. Finaliser les résultats de la mise en correspondance :
   - En utilisant le jugement humain, le chargé de projet et le ou les membres de l'organe central devraient confirmer les résultats finaux de la mise en correspondance des normes avec les ODD sur la base de la comparaison de l'étape 8. Le chargé de projet devrait présenter les résultats finaux de la mise en correspondance au Comité technique pour évaluation et approbation finales. Les résultats finaux de la mise en correspondance devraient être saisis dans la base de données de mise en correspondance d'ODD désignée.
   - À partir de la comparaison effectuée à l'étape 8, évaluer le niveau de corrélation et d'accord entre les résultats obtenus à l'étape 2, à l'étape 4 et à l'étape 7 :
     i. Lorsque les résultats sont fortement corrélés, cela indique un niveau de transparence dans la manière dont les normes et les ODD sont liés.
     ii. Lorsqu'il y a des différences (des écarts mineurs ou majeurs, entre l'évaluation préliminaire effectuée par le chargé de projet, et les résultats générés à l'aide du Dictionnaire de référence des ODD et de l'outil LinkedSDG) cela indique soit que la formulation dans les normes relatives à certains ODD peut avoir été trouvée profondément dans le corps de la norme, soit que les résultats de mise en correspondance préliminaire devraient être réévalués. Dans le premier cas, cela impliquerait que les sections « Introduction » et « Domaine d'application » peuvent devoir être ajustées pour tenir compte des résultats escomptés supplémentaires.
   - Examiner les expressions du Dictionnaire de référence des ODD qui sont pertinentes à la norme et envisager des ajustements au langage des normes dans les publications futures afin de mieux répondre aux objectifs des ODD au niveau des indicateurs.

Annexe F – Classement Global 100 de Corporate Knights

Tableau 7 : Entreprises canadiennes sélectionnées dans le classement Global 100 en 2021 – Références aux ODD de l'ONU

Entreprise	Généralités	SDG1	SDG2	SDG3	SDG4	SDG5	SDG6	SDG7	SDG8	SDG9	SDG10	SDG11	SDG12	SDG13	SDG14	SDG15	SDG16	SDG16
Stantec		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓		✓		✓		
Transcontinental						✓		✓	✓	✓	✓		✓			✓		
Banque de Montréal		✓		✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Sun Life				✓		✓		✓	✓					✓				
Société financière IGM		✓				✓								✓			✓	✓
Teck Resources				✓		✓	✓		✓				✓	✓		✓		✓
Agnico Eagle Mines	✓																	
Cascades																		
Telus				✓	✓							✓		✓				✓
Cogeco																		
Canadian Tire																		
Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada						✓			✓	✓		✓		✓				
Canadian Solar	✓																	

Tableau 8 : Entreprises canadiennes sélectionnées Global 100 2021 – Références aux normes, comités et normes en cours d'élaboration ISO et CSA

Entreprise	ISO 9001 Qualité	ISO 14001/TC 207 Environnementaux	ISO 14064 Serre	ISO 22001 Sécurité alimentaire	ISO 27001 Sécurité informatique	ISO 45001 OHSA	ISO TC 322 Finances durables et Finances durables MC CSA	CSA Z1003 OHSAS	CSA Norme de soins de santé/ hygiène (en cours d'élaboration)
Stantec	✓	✓			✓	✓			
Transcontinental				✓					
Banque de Montréal		✓	✓		✓		✓		
Sun Life									
Société financière IGM									
Teck Resources									✓
Agnico Eagle Mines		✓							
Cascades									
Telus		✓						✓	
Cogeco									
Canadian Tire									
Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada			✓						
Canadian Solar									

Annexe G – Accélérateur d'ODD du Global Compact Network Canada

Tableau 9 : Références aux ODD de l'ONU par des organisations canadiennes listées sélectionnées – grandes entreprises

Entreprise	SDG	Cible
BASF Canada	3	3.4, 3.5, 3.8
Nutrien	2	2.4
Teranga Gold	2	2.1, 2.3, 2.4
Air Canada	3	3.4, 3.5, 3.8
Air Canada, Affaires environnementales	12	12.5
BlackBerry	13	13.1, 13.2, 13.3
Kinross Gold	7	7.1
Lucara Diamond Corp	12	12.5
TC Transcontinental	12	12.5
TC Énergie	7	7.1, 7.a
Teck Resources Ltd.	3	3.2, 3.3, 3.d
TELUS	3	3.4, 3.5, 3.8

Tableau 10 : Références aux ODD de l'ONU par des organisations canadiennes listées sélectionnées – petites et moyennes entreprises

Entreprise	SDG	Cible
EM-ONE Energy Solutions	7	7.1, 7.2, 7.3
Umalia	17	17.7, 17.9, 17.16, 17.7
Ibex Academia	4	4.1, 43, 4.5, 4.6, 4.7
O Trade	1	1.1, 1.2, 1.3, 1.4,
R&G Strategic	17	17.14, 17.16, 17.17, 17.19
Sustainability Advantage	13	13.1, 13.2, 13.3
Ulula	8	8.5, 8.7, 8.8
Women on the Move	12	12.1, 12.2, 12.3, 12.4

Tableau 11 : Références aux ODD de l'ONU par des organisations canadiennes listées sélectionnées – non-entreprises

Entreprise	SDG	Cible
Acceler 2030	17	17.6, 17.7, 17.19
Centre for Affordable Water and Sanitation Technology	6	6.1, 6.2, 6.a, 6.b
Lundin Foundation	8	8.1, 8.2, 8.3, 8.5, 8.9, 8.10
Operation Eyesight	3	3.2, 3.8, 3.c
Society for Canadian Women in Science and Technology	5	5.1, 5.2, 5.4, 5.5, 5.6, 5.A, 5.B, 5.C
WaterAid Canada	6	6.1, 6.2, 6.3, 6.4, 6.5

Recherche du Groupe CSA

Dans le but de favoriser l'adoption de solutions normatives fondées sur le consensus afin d'accroître la sécurité et de favoriser l'innovation, le Groupe CSA soutient et effectue des recherches dans des domaines qui visent les industries nouvelles ou émergentes ainsi que sur des sujets et des questions qui touchent une vaste gamme de parties prenantes actuelles et potentielles. Les résultats de nos programmes de recherche étaieront l'élaboration de solutions normatives futures, ils offriront aux industries des directives provisoires sur la conception et l'adoption de nouvelles technologies et ils contribueront à démontrer notre engagement continu envers l'édification d'un monde meilleur, plus sécuritaire et plus durable.

GROUPE CSA™

© 2022 Association Canadienne de Normalisation. Tous droits réservés.